



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi relative aux résultats de la gestion
et portant approbation des comptes de l'année 2025

Budget général
Mission interministérielle

Régimes sociaux et de retraite



2025

Note explicative

Cette annexe au projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2025 est prévue par l'article 54-4° de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ce document présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les rapports annuels de performances des programmes qui lui sont associés. Les rapports annuels de performances rendent compte de l'exécution des engagements pris dans les projets annuels de performances accompagnant la loi de finances pour 2025, tant en termes d'exécution des crédits que de compte-rendu en matière de performance, d'activité des opérateurs de l'État.

Cette annexe par mission récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et attributions de produits) et les emplois utilisés en 2025 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.

La maquette budgétaire (Mission Programme Action Objectif Indicateur Opérateurs) est celle de la loi de finances pour 2025. Le cas échéant, les données relatives à l'exécution 2024 peuvent avoir été retraitées.

Dans une première partie, le bilan de la programmation pluriannuelle, la récapitulation des crédits et des emplois ainsi que l'analyse des coûts sont présentés de façon synthétique au niveau de la mission.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :

La présentation de la consommation effective et de la prévision initiale des crédits ainsi que le détail des charges et des dépenses fiscales :

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). Les fonds de concours ouverts (FdC) et les attributions de produits (AdP) réalisées en 2025, ainsi que leurs évaluations initiales sont précisés ;
- les crédits 2024 ;
- les charges du programme, évaluées par action ;
- les dépenses fiscales rattachées au programme.

Le rapport annuel de performances qui regroupe :

- le bilan stratégique du programme ;
- pour chaque objectif de performance, les résultats attendus et obtenus des indicateurs et une analyse de ces résultats ;
- la justification au premier euro des mouvements de crédits et des dépenses constatées. Elle rappelle le contenu physique et financier du programme, les déterminants de la dépense effective, ainsi que les raisons des écarts avec la prévision initiale. Un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement est aussi présenté ;
- une présentation des réalisations effectives des principaux opérateurs et des emplois effectivement rémunérés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT). On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| MISSION : Régimes sociaux et de retraite | 7 |
| Bilan de la programmation pluriannuelle | 8 |
| Récapitulation des crédits et des emplois | 11 |
| PROGRAMME 198 : Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres | 15 |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 16 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 18 |
| 1 – Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la SNCF, avec un objectif d'efficacité de gestion | 18 |
| 2 – Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la RATP, avec un objectif d'efficacité de gestion | 20 |
| Présentation des crédits | 22 |
| Justification au premier euro | 25 |
| <i>Éléments transversaux au programme</i> | 25 |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i> | 27 |
| <i>Justification par action</i> | 28 |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | 28 |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | 29 |
| 05 – Autres régimes | 31 |
| PROGRAMME 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 33 |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 34 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 36 |
| 1 – Optimiser le régime de protection sociale des marins | 36 |
| Présentation des crédits | 39 |
| Justification au premier euro | 42 |
| <i>Éléments transversaux au programme</i> | 42 |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i> | 44 |
| <i>Justification par action</i> | 45 |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 45 |
| <i>Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État</i> | 48 |
| Opérateurs | 50 |
| <i>ENIM - Etablissement national des invalides de la marine</i> | 50 |
| PROGRAMME 195 : Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers | 55 |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances | 56 |
| Objectifs et indicateurs de performance | 57 |
| 1 – Optimiser la gestion des régimes | 57 |
| 2 – Optimiser le taux de recouvrement | 60 |
| Présentation des crédits | 61 |
| Justification au premier euro | 65 |
| <i>Éléments transversaux au programme</i> | 65 |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i> | 67 |
| <i>Justification par action</i> | 68 |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | 68 |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | 69 |
| 04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer | 70 |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | 71 |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | 71 |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | 72 |

MISSION

Régimes sociaux et de retraite

Bilan de la programmation pluriannuelle

BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

Les régimes de retraite subventionnés par la mission « Régimes sociaux et de retraite » sont pour la plupart anciens et antérieurs à la création de la sécurité sociale et sont ainsi des régimes spéciaux au sens de l'article L. 711-1 du code de la sécurité sociale. La majorité des crédits de la mission finance les régimes de retraite des agents du cadre permanent de la SNCF et des agents du cadre permanent de la RATP, du régime social des marins, et du régime des anciens mineurs, ainsi que de plusieurs autres régimes fermés.

Le nouveau schéma de financement prévu au 3° de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale prévoit depuis le 1^{er} janvier 2025 que le régime général est l'équilibreur en dernier ressort de régimes nommément désignés. Sont concernés par l'équilibrage du régime général : les régimes spéciaux (Banque de France, SNCF, RATP, clercs de notaires, industries électriques et gazières, mines, SEITA) et celui du Conseil économique sociale et environnementale qui ne connaissent plus de nouvelles affiliations ainsi que divers régimes qui ne connaissent plus aucun cotisant (chemins d'Afrique du Nord, régies ferroviaires d'outre-mer, allocations supplémentaires de retraite de l'Office de radiodiffusion-télévision française, chemins de fer franco-éthiopiens). Le régime général assure également, en application du 1° de cet article L. 134-3, comme auparavant, le versement des prestations de retraite des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways.

Le 8° de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale prévoit que l'État compense le régime général au titre du nouveau schéma de financement prévu au 3° de l'article L. 134-3. Ainsi, la mission RSR participe au financement des régimes :

- Sur le programme 195 : des mines, des régies ferroviaires d'outremer, de la SEITA, de l'allocation supplémentaires de retraite de l'Office de radiodiffusion-télévision française, chemins de fer franco-éthiopiens ;
- Sur le programme 198 : de la SNCF, de la RATP, des chemins de fer d'Afrique du Nord et francoéthiopiens, des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways.

La Mission RSR compense, par crédits budgétaires, le régime général de la sécurité sociale à hauteur de la dépense supplémentaire pour le régime général que représente le nouveau schéma de financement.

Ainsi, le besoin de financement des régimes équilibrés par la CNAV est, pour la détermination des crédits budgétaires qui lui sont attribués ; ajusté de plusieurs montants :

- Le gain pour la CNAV de l'agrégation avec ces régimes pour le calcul de la compensation vieillesse généralisée (CGV). L'article L. 1341 du code de la sécurité sociale, prévoit que la CGV est calculée en agrégeant au régime général les régimes qu'elle équilibre. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2025, le régime de la SNCF, de la RATP et des Mines ne se voient plus appliquer la compensation directement ;
- Le montant de la contribution de l'AGIRCARRCO prévue au 7° de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale. Le législateur a ainsi prévu que le gain de cotisations au profit de l'AGIRC-ARRCO du fait de la fermeture des régimes spéciaux en flux contribue au financement de ces régimes ;
- Le montant perçu par le régime général au titre de la fermeture des régimes spéciaux selon le même principe que la contribution AGIRCARRCO.

Depuis 2024, la mission finance également des régimes de retraite de la culture - Comédie-Française et Opéra de Paris.

Les régimes de retraite de la mission RSR ne sont pas gérés directement par l'État mais par des organismes de sécurité sociale ou, s'agissant du régime des marins, par un établissement public, l'Établissement National des Invalides de la Marine (ENIM).

L'État doit cependant s'assurer de la bonne gestion des différents dispositifs et régimes et veiller à ce qu'un service de qualité soit rendu à leurs bénéficiaires, au meilleur coût pour la collectivité nationale qui les finance majoritairement. Les conventions d'objectifs et des gestion (COG) contractées entre l'État et les organismes permettent notamment, via les cadrages financiers, de programmer et d'optimiser les dépenses de fonctionnement.

À ce titre, les indicateurs de performance de la mission sont également destinés à mesurer l'efficacité des organismes en charge de la gestion de ces régimes. En particulier, un indicateur de mission retrace l'évolution du coût d'une primo-liquidation dans les quatre principaux régimes de la mission (SNCF, RATP, marins et mines).

A l'échelle de la mission RSR, l'exécution s'élève à 6 071 M€, contre 5 992 M€ initialement prévu par la LFI 2025. On observe ainsi une sur-exécution de 79 M€, correspondant à 1,32 % des crédits de LFI 2025. Celle-ci résulte notamment d'une révision des crédits intervenue au cours du débat parlementaire sur le PLF 2025, à hauteur de – 193 M€ sur l'ensemble de la mission, cette re-prévision à la baisse ne s'étant pas intégralement réalisée en gestion 2025.

Ainsi, on peut noter les faits marquants suivants :

- La loi n° 2025-1173 du 8 décembre 2025 de finances de fin de gestion pour 2025 a majoré les crédits du programme 195 de 27 M€, du programme 197 de 27 M€ et du programme 198 de 63 M€ ;
- Les crédits non consommés en fin de gestion 2025 pour un total de 38 M€ feront l'objet d'une annulation en loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'exercice 2025.

Enfin, les résultats des indicateurs de performance de la mission sont globalement conformes aux objectifs fixés par le projet annuel de performance (PAP) pour 2025. C'est notamment le cas pour les indicateurs de gestion des caisses. Les coûts des régimes sont désormais maîtrisés en raison notamment de la signature de conventions d'objectifs et de gestion à (COG) avec les quatre principales caisses (caisses des régimes de la SNCF, de la RATP, des mines et des marins).

BILAN DES REFORMES

L'article 1^{er} de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 a procédé à la fermeture en flux, à compter du 1^{er} septembre 2023, du régime de la RATP. Désormais, à l'exception du régime des marins, du régime des débiteurs de tabac et des régimes de la culture, l'ensemble des régimes de la mission sont des régimes fermés ; ils n'accueillent plus de nouveaux cotisants.

La réforme des retraites portée par la loi du 14 avril 2023 a été étendue aux régimes de la SNCF et de la RATP. Le volet paramétrique de cette réforme, le recul des âges d'ouvertures des droits de deux ans, s'applique dans ces régimes à l'issue de la montée en charge des réformes précédentes, à compter du 1^{er} janvier 2025.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE LA MISSION

OBJECTIF 1 : Optimiser la gestion des régimes

Indicateur 1.1 : Coût unitaire d'une primo-liquidation de pensions de retraite

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût unitaire d'une primo-liquidation de pensions de retraite | € | 413 | 417 | 452 | 419 | cible atteinte | Non déterminé |

Commentaires techniques

L'indicateur est calculé, abstraction faite du changement de calcul pour la CRP RATP, afin de ne pas induire de rupture de série

ANALYSE DES RESULTATS

Le coût unitaire moyen d'une primo-liquidation s'établit à 419 € en 2025, soit un niveau relativement stable par rapport aux données 2024 (417 €). S'agissant d'un indicateur rapportant les moyens consacrés au processus de

primo-liquidation, au nombre de ces dernières, il est directement corrélé au nombre de départs annuels et à l'ajustement des moyens afférents, par nature relativement incompressibles (*a fortiori* dans des régimes de cette taille). Compte tenu de la démographie des régimes (nombre de primo-liquidations en baisse), et du contexte inflationniste ayant conduit à des revalorisations salariales dans la sphère des OSS ainsi qu'en matière de coût des marchés, une tendance légèrement haussière de cet indicateur est attendue à l'avenir.

Récapitulation des crédits et des emplois

RECAPITULATION DES CREDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

Avertissement

La colonne « ETPT » est renseignée de la façon suivante :

- la prévision en emplois du programme correspond au total indicatif des ETPT par programme figurant dans le PAP 2025 et des transferts d'ETPT prévus en gestion ;
- l'exécution en emplois du programme correspond à la consommation des ETPT du programme pour l'année 2025 sur le périmètre de gestion du ministère (c'est-à-dire après transferts de gestion éventuels).

| Programme Crédits | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | ETPT * |
|---|-------------------------------|------------------------|--------|
| 198 – Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres | | | |
| Prévision | 4 195 602 721 | 4 195 602 721 | |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i> | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 | |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 62 773 808 | 62 773 808 | |
| Exécution | 4 180 328 179 | 4 180 328 179 | |
| 197 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | | | |
| Prévision | 799 145 015 | 799 145 015 | |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i> | 772 145 015 | 772 145 015 | |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 27 000 000 | 27 000 000 | |
| Exécution | 799 080 386 | 799 080 386 | |
| 195 – Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers | | | |
| Prévision | 1 114 121 363 | 1 114 121 363 | |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i> | 1 086 795 257 | 1 086 795 257 | |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 27 326 106 | 27 326 106 | |
| Exécution | 1 091 354 689 | 1 091 354 689 | |
| Total Prévision | 6 108 869 099 | 6 108 869 099 | |
| Total Exécution | 6 070 763 254 | 6 070 763 254 | |

* Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| 198 – Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres | 4 365 695 818 4 206 133 514 | 4 132 828 913 4 180 328 179 | 4 365 695 818 4 206 133 514 | 4 132 828 913 4 180 328 179 |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | 3 464 399 821 3 316 564 362 | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 464 399 821 3 316 564 362 | 3 229 388 925 3 281 287 599 |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | 886 500 000 874 750 000 | 890 713 735 886 260 165 | 886 500 000 874 750 000 | 890 713 735 886 260 165 |
| 05 – Autres régimes | 14 795 997 14 819 152 | 12 726 253 12 780 415 | 14 795 997 14 819 152 | 12 726 253 12 780 415 |
| 197 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 787 337 160 774 486 123 | 772 145 015 799 080 386 | 787 337 160 774 486 123 | 772 145 015 799 080 386 |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 787 337 160 774 486 123 | 772 145 015 799 080 386 | 787 337 160 774 486 123 | 772 145 015 799 080 386 |
| 195 – Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers | 1 075 655 467 1 082 998 006 | 1 086 795 257 1 091 354 689 | 1 075 655 467 1 082 998 006 | 1 086 795 257 1 091 354 689 |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | 920 407 980 920 711 579 | 859 348 549 881 704 013 | 920 407 980 920 711 579 | 859 348 549 881 704 013 |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | 129 449 070 134 965 949 | 128 038 385 132 800 000 | 129 449 070 134 965 949 | 128 038 385 132 800 000 |
| 04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer | 723 261 683 000 | 627 725 654 633 | 723 261 683 000 | 627 725 654 633 |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | 4 911 774 4 560 582 | 4 861 614 4 861 614 | 4 911 774 4 560 582 | 4 861 614 4 861 614 |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | 20 103 382 22 014 990 | 22 464 485 23 252 163 | 20 103 382 22 014 990 | 22 464 485 23 252 163 |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | 60 000 61 906 | 59 941 72 451 | 60 000 61 906 | 59 941 72 451 |
| 08 – Régime d'allocations viagères des gérants de débit de tabac | 0 0 | 71 394 558 48 009 815 | 0 0 | 71 394 558 48 009 815 |

RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme ou du titre <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Consommation | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|--|--|--|--|
| | 2024 | 2025 | 2024 | 2025 |
| 198 – Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres | 4 365 695 818 4 206 133 514 | 4 132 828 913 4 180 328 179 | 4 365 695 818 4 206 133 514 | 4 132 828 913 4 180 328 179 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 4 365 695 818 4 206 133 514 | 4 132 828 913 4 180 328 179 | 4 365 695 818 4 206 133 514 | 4 132 828 913 4 180 328 179 |
| 197 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 787 337 160 774 486 123 | 772 145 015 799 080 386 | 787 337 160 774 486 123 | 772 145 015 799 080 386 |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement | 12 995 065 12 995 065 | 12 925 888 12 861 259 | 12 995 065 12 995 065 | 12 925 888 12 861 259 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 774 342 095 761 491 058 | 759 219 127 786 219 127 | 774 342 095 761 491 058 | 759 219 127 786 219 127 |
| 195 – Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers | 1 075 655 467 1 082 998 006 | 1 086 795 257 1 091 354 689 | 1 075 655 467 1 082 998 006 | 1 086 795 257 1 091 354 689 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 1 075 655 467 1 082 998 006 | 1 086 795 257 1 091 354 689 | 1 075 655 467 1 082 998 006 | 1 086 795 257 1 091 354 689 |
| Total | 6 228 688 445 6 063 617 643 | 5 991 769 185 6 070 763 254 | 6 228 688 445 6 063 617 643 | 5 991 769 185 6 070 763 254 |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement | 12 995 065 12 995 065 | 12 925 888 12 861 259 | 12 995 065 12 995 065 | 12 925 888 12 861 259 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention | 6 215 693 380 6 050 622 578 | 5 978 843 297 6 057 901 995 | 6 215 693 380 6 050 622 578 | 5 978 843 297 6 057 901 995 |

PROGRAMME 198

Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Elise DELAITRE

Sous-directrice à la direction du budget

Responsable du programme n° 198 : Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres

L'article 15 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2024 a mis en œuvre un nouveau schéma de financement des régimes spéciaux fermés. Ce nouveau schéma prévoit le transfert du rôle d'équilibrage financier de ces régimes de l'État vers le régime général de la sécurité sociale. Le 3° de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, tel que modifié par l'article 15 de la LFSS pour 2024 et applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, prévoit ainsi que le régime général est garant de l'équilibre des régimes spéciaux fermés. Depuis 2025, l'équilibrage de l'ensemble des régimes de retraites fermés du programme 198 (notamment les régimes de retraite de la SNCF et de la RATP) est assuré par le régime général de sécurité sociale. Le programme 198 compense par crédits budgétaires le régime général de la sécurité sociale à hauteur du besoin d'équilibrage financier des régimes spéciaux fermés du programme, dans des conditions de neutralité financière.

La caisse de prévoyance et de retraite du personnel ferroviaire (CPR PF, ex CPRP SNCF) est un organisme de sécurité sociale placé sous la tutelle de l'État. Elle est notamment chargée de liquider et servir les pensions de retraite aux affiliés au régime de la SNCF ainsi qu'à leurs ayants droit.

La caisse de retraite du personnel de la RATP (CRP RATP) est un organisme de sécurité sociale de droit privé placé sous la tutelle de l'État. Elle est chargée de liquider et servir les pensions de retraite aux affiliés du régime de la RATP ainsi qu'à leurs ayants droit.

Le programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » porte les dépenses de l'État découlant de ses engagements financiers envers des régimes spéciaux de retraite ou des dispositifs d'aide au départ spécifiques au secteur des transports terrestres.

Aussi, le programme 198 comprend trois actions, présentant respectivement :

- La subvention au régime de retraite du personnel du cadre permanent de la SNCF (79,1 % des crédits inscrits en LFI 2025) ;
- La subvention au régime de retraite du personnel du cadre permanent de la RATP (21,6 % des crédits) ;
- Les subventions à d'autres régimes ou dispositifs de retraite du secteur des transports : pensions des anciens agents des chemins de fer d'Afrique du Nord et d'outremer et des anciens agents de certains chemins de fer secondaires (0,3 % des crédits).

L'État doit s'assurer de l'efficacité de l'organisation de ces régimes et de leur adaptation aux changements institutionnels. Cette obligation s'est illustrée au travers de la réforme des structures de gestion des régimes spéciaux de retraite des agents du cadre permanent de la RATP et de la SNCF.

Compte tenu de l'entrée en vigueur des normes comptables internationales (*international financial reporting standards* - IFRS), il était nécessaire d'isoler les engagements de ces deux entreprises au titre des retraites de leurs agents. Ainsi la Caisse de retraite du personnel de la RATP (CRP RATP) et Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel Ferroviaire (CPRPF - nouvelle dénomination de la CPRP-SNCF depuis le décret n° 2024-10 du 5 janvier 2024) ont été créées par les décrets n° 2005-1635 du 26 décembre 2005 relatif à la caisse de retraite du personnel

de la Régie autonome des transports parisiens et n° 2007-730 du 7 mai 2007 relatif à la caisse de prévoyance et de retraite du personnel ferroviaire, à partir des services auparavant directement intégrés à la SNCF et à la RATP.

L'État contribue indirectement à l'équilibre financier de ces régimes dans des proportions importantes. Il est donc le garant de la bonne utilisation des financements publics et veille à la bonne gestion de ces régimes par les caisses de retraite et organismes concernés. Dans ce cadre, l'État conclut des conventions d'objectifs et de gestion (COG) portant sur des périodes de quatre ans avec la CRP-RATP et la CPRPF.

Le présent rapport annuel de performance reprend, dans différents indicateurs du programme 198, certains indicateurs de performance prévus par ces COG.

Les résultats de l'année 2025 témoignent de la bonne gestion des caisses des régimes de la SNCF et de la RATP dans un contexte inflationniste, notamment sur la masse salariale. L'ensemble des objectifs de performance sont atteints. Les objectifs de recouvrement des indus sont également atteints.

La gestion budgétaire 2025 a été marquée par une ouverture de crédits de 62 M€ en n° 2025-1173 du 8 décembre 2025 de finances de fin de gestion pour 2025 en application d'une prévision d'exécution à septembre 2025. L'ensemble des ressources disponibles en fin d'année 2025 s'élève ainsi à 4 196 M€.

En exécution, 4 180 M€ ont été versés au régime général. L'exécution correspond au besoin de financement identifié du régime général au titre du financement des régimes spéciaux fermés relevant du programme 198 en novembre 2025. Elle est ainsi inférieure de 15 M€ aux crédits de la loi de finances majorés des crédits de la loi de fin de gestion et supérieur de 47 M€ par rapport à la loi de finances initiales.

Cet écart se décompose ainsi :

- la re-prévision budgétaire à la baisse issue du débat parlementaire ne s'est pas intégralement réalisée (+39 M€) ;
- la contribution généralisée vieillesse qu'aurait perçu le régime de la SNCF et celle dont aurait été redevable le régime de la RATP ont connu une évolution favorable au budget de l'État (-4 M€) ;
- les montants des compensations CNAV et AGIRC-ARRCO ont été appréciés, en novembre 2025, à la baisse (+12 M€)

RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la SNCF, avec un objectif d'efficacité de gestion

INDICATEUR 1.1 : Dépenses de gestion pour 100 € de prestations servies

INDICATEUR 1.2 : Coût unitaire d'une primo liquidation de pension de retraite

INDICATEUR 1.3 : Taux de récupération des "indus"

OBJECTIF 2 : Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la RATP, avec un objectif d'efficacité de gestion

INDICATEUR 2.1 : Dépenses de gestion pour 100 € de prestations servies

INDICATEUR 2.2 : Coût unitaire d'une primo liquidation de pension de retraite

INDICATEUR 2.3 : Taux de récupération des "indus"

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la SNCF, avec un objectif d'efficacité de gestion

INDICATEUR

1.1 – Dépenses de gestion pour 100 € de prestations servies

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût de gestion (a) | M€ | 25,0 | 25,2 | 29,2 | 25,5 | cible atteinte | 28,9 |
| Volume des prestations servies (b) | M€ | 5310,5 | 5 578,3 | 5540,4 | 5607,4 | cible atteinte | 5549,2 |
| Ratio a/b | € | 0,47 | 0,45 | 0,53 | 0,46 | cible atteinte | 0,52 |

Commentaires techniques

Source des données : CPR-PF

Mode de calcul : rapport (exprimé en % et non pas en € comme indiqué en case B4 du tableau précédent) entre l'ensemble des coûts de gestion (dépenses de personnel, des services informatiques et d'entretien, frais d'administration générale ainsi que charges de trésorerie) et le montant de prestations (hors charges techniques, dotations aux provisions...).

ANALYSE DES RESULTATS

Comparaison entre le réalisé 2025 et le réalisé 2024 :

Le ratio 2025 (réalisé provisoire) présente une légère hausse par rapport à 2024 (+0,7 % en comparant chaque fraction). Cela est à rapprocher de l'augmentation du coût de gestion affecté au régime de retraite entre les deux années (+1,2 %) en lien avec l'accroissement global des charges, notamment du fait des revalorisations salariales, de la CPR sur l'année 2025.

La hausse du ratio entre les deux années est nuancée par le volume des prestations servies qui est en augmentation entre les deux années (+0,5 %).

Comparaison entre le réalisé 2025 et la cible 2025 :

Le ratio 2025 (réalisé provisoire) s'établit à 0,46 % soit une baisse de 13,2 % par rapport à la cible présente dans le PLF 2025. L'écart est principalement lié à la baisse du coût de gestion affecté au régime de retraite entre la cible et le réalisé provisoire.

L'écart constaté sur le coût de gestion, de -12,7 %, est lié aux hypothèses retenues en 2023 pour la construction du coût de gestion 2025 notamment sur les amortissements qui tenaient compte de la mise en service du nouveau SI Retraite en 2024. Cet effet est accentué par la différence constatée sur le volume de prestations servies entre la cible et le réalisé 2025 (+1,2 %).

INDICATEUR**1.2 – Coût unitaire d'une primo liquidation de pension de retraite**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût unitaire d'une primo liquidation de pension de retraite | € | 357 | 372 | 409 | 404 | cible atteinte | 401 |

Commentaires techniquesSource des données : CPR-PFMode de calcul : rapport entre les frais de personnel (coûts directs exprimés par la masse salariale) et le nombre de liquidations effectuées sur l'année**ANALYSE DES RESULTATS****Comparaison entre le réalisé 2025 et le réalisé 2024 :**

Le niveau du coût unitaire 2025 est plus élevé que celui de 2024 de +8,6 % en lien avec une diminution du nombre de primo-liquidations passant de 6 150 à 5 590 (soit -9,1 %). Cet effet est nuancé par la variation de la masse salariale des agents affectés à la liquidation des pensions (-1,3 %).

Comparaison entre le réalisé 2025 et la cible 2025 :

Le coût unitaire d'une primo-liquidation de l'année 2025 (404 €) est en dessous de la cible 2025 présente dans le PLF 2025 (409 €) soit une baisse de 1,2 %. Cette évolution s'explique par l'écart entre les hypothèses d'évolution de la masse salariale retenue dans le cadre de la construction de la cible 2025 et les paramètres réellement constatés sur 2025.

L'écart entre les deux coûts unitaires est nuancé par l'évolution négative du nombre de primo-liquidation entre la cible et le réalisé (-2,5 %).

INDICATEUR**1.3 – Taux de récupération des "indus"**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|-----------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de récupération des "indus" | % | 93 | 93,9 | 94 | 95 | cible atteinte | 94 |
| Montant total des indus récupérés | € | 6 710 000 | 6 360 000 | Non déterminé | 6 700 000 | donnée non retenue | Non déterminé |

Commentaires techniquesSource des données : CPR-PFMode de calcul du taux de récupération des indus : nombre d'indus récupérés / nombre d'indus générés**ANALYSE DES RESULTATS**

Le ratio 2025 est ainsi construit :

- au dénominateur, figure le montant des indus détectés en 2024, 7,05 M€ ;
- au numérateur, le montant des recouvrements en 2024 et 2025 parmi ceux détectés en 2024, 6,70 M€.

Le niveau de l'indicateur en 2025 (95 %) est ainsi au-dessus de l'objectif de la COG (94 %) et présente une amélioration par rapport au niveau atteint en 2024.

OBJECTIF

2 – Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la RATP, avec un objectif d'efficacité de gestion

INDICATEUR

2.1 – Dépenses de gestion pour 100 € de prestations servies

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût de gestion (a) | M€ | 5,3 | 4.7 | 5,1 | 5.15 | cible atteinte | 5 |
| Volume des prestations servies (b) | M€ | 1 246,1 | 1316.4 | 1 432,5 | 1417.6 | cible atteinte | 1448,6 |
| Ratio a/b | € | 0,42 | 0.34 | 0,36 | 0.36 | cible atteinte | 0,35 |

Commentaires techniques

Source des données : Caisse de retraites du personnel de la RATP.

Mode de calcul : Cet indicateur rapporte le coût de gestion (a), c'est-à-dire le budget de gestion administrative au volume de prestations servies (b), c'est-à-dire les prestations de retraite et d'invalidité (droits directs et dérivés) servies par la caisse de retraite diminuées des remboursements de pensions versées pour le compte d'organismes externes. Il est rapporté ensuite à 100 € de prestations servies.

INDICATEUR

2.2 – Coût unitaire d'une primo liquidation de pension de retraite

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût unitaire d'une primo liquidation de pensions retraite | € | 80,2 | 73,5 | 89,5 | 71.9 | cible atteinte | 71,8 |

Commentaires techniques

Mode de calcul : rapport entre les frais de personnel affecté à la production (coûts directs exprimés par la masse salariale) et le nombre de liquidations effectuées dans l'année.

ANALYSE DES RESULTATS

La réforme des retraites de 2023 comme l'ouverture à la concurrence de 2025 ont généré des modifications de comportement des assurés, dont des reports de départs.

La faiblesse des effectifs concernés (moins de 10 ETP/an) et la relative modestie du nombre de pensions primo-liquidées (moins de 2 200) dans le ratio induisent une forte sensibilité à la moindre variation d'un des deux paramètres du calcul.

Le nombre de dossiers traités en 2025 est de 2077 pour une prévision qui s'élevait à 2195.

INDICATEUR**2.3 – Taux de récupération des "indus"**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|-----------------------------------|-------|---------------------|---------------------|------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
| Taux de récupération des "indus" | % | 52,23 | 85,06 | 88 | 93.52 | cible atteinte | 90 |
| Montant total des indus récupérés | € | 121 062 | 57 592 | Non déterminé | 135 056 | donnée non retenue | Non déterminé |

Commentaires techniques

Source des données : Caisse de retraites du personnel de la RATP.

Mode de calcul : Il s'agit du pourcentage du montant des indus constatés et recouverts au terme de 24 mois glissants (en montants financiers) depuis 2023.

ANALYSE DES RESULTATS

Depuis sa dernière COG signée en 2022, la caisse est passée à un délai de recouvrement de 24 mois (contre 18 mois auparavant) afin de se conformer aux pratiques des principales autres caisses de sécurité sociale, à l'image de la Cnav. Le taux de recouvrement des indus à 24 mois a fortement progressé en 2025 pour atteindre 93.52 %, supérieur à l'objectif COG (88 %) pour cette même année. Cela est le fruit d'un plan d'actions conjoint « production / agence comptable » mis en œuvre en 2024.

Présentation des crédits

2025 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

2025 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--------------------------------|--|---|
| | Dépenses d'intervention | | |
| | Prévision LFI 2025 | | |
| | Consommation 2025 | | |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | 890 713 735 886 260 165 | 890 713 735 886 260 165 | 890 713 735 |
| 05 – Autres régimes | 12 726 253 12 780 415 | 12 726 253 12 780 415 | 12 726 253 |
| Total des AE prévues en LFI | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +62 773 808 | +62 773 808 | |
| Total des AE ouvertes | 4 195 602 721 | 4 195 602 721 | |
| Total des AE consommées | 4 180 328 179 | 4 180 328 179 | |

2025 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--------------------------------|--|---|
| | Dépenses d'intervention | | |
| | Prévision LFI 2025 | | |
| | Consommation 2025 | | |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | 890 713 735 886 260 165 | 890 713 735 886 260 165 | 890 713 735 |
| 05 – Autres régimes | 12 726 253 12 780 415 | 12 726 253 12 780 415 | 12 726 253 |
| Total des CP prévus en LFI | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +62 773 808 | +62 773 808 | |
| Total des CP ouverts | 4 195 602 721 | 4 195 602 721 | |
| Total des CP consommés | 4 180 328 179 | 4 180 328 179 | |

2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 | Total | Total |
|---|---------------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Dépenses d'intervention | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP |
| | <i>Prévision LFI 2024</i> | | |
| | <i>Consommation 2024</i> | | |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | 3 464 399 821 | 3 464 399 821 | 3 464 399 821 |
| | 3 316 564 362 | | 3 316 564 362 |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | 886 500 000 | 886 500 000 | 886 500 000 |
| | 874 750 000 | | 874 750 000 |
| 05 – Autres régimes | 14 795 997 | 14 795 997 | 14 795 997 |
| | 14 819 152 | | 14 819 152 |
| Total des AE prévues en LFI | 4 365 695 818 | 4 365 695 818 | 4 365 695 818 |
| Total des AE consommées | 4 206 133 514 | | 4 206 133 514 |

2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 | Total | Total |
|---|---------------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Dépenses d'intervention | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP |
| | <i>Prévision LFI 2024</i> | | |
| | <i>Consommation 2024</i> | | |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | 3 464 399 821 | 3 464 399 821 | 3 464 399 821 |
| | 3 316 564 362 | | 3 316 564 362 |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | 886 500 000 | 886 500 000 | 886 500 000 |
| | 874 750 000 | | 874 750 000 |
| 05 – Autres régimes | 14 795 997 | 14 795 997 | 14 795 997 |
| | 14 819 152 | | 14 819 152 |
| Total des CP prévus en LFI | 4 365 695 818 | 4 365 695 818 | 4 365 695 818 |
| Total des CP consommés | 4 206 133 514 | | 4 206 133 514 |

PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Consommées* en 2024 | Ouvertes en 2025 | Consommées* en 2025 | Consommés* en 2024 | Ouverts en 2025 | Consommés* en 2025 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 4 206 133 514 | 4 132 828 913 | 4 180 328 179 | 4 206 133 514 | 4 132 828 913 | 4 180 328 179 |
| Transferts aux autres collectivités | 4 206 133 514 | 4 132 828 913 | 4 180 328 179 | 4 206 133 514 | 4 132 828 913 | 4 180 328 179 |
| Total hors FdC et AdP | | 4 132 828 913 | | | 4 132 828 913 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +62 773 808 | | | +62 773 808 | |
| Total* | 4 206 133 514 | 4 195 602 721 | 4 180 328 179 | 4 206 133 514 | 4 195 602 721 | 4 180 328 179 |

* y.c. FdC et AdP

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS (HORS DECRET DE SERVICES VOTES)

LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 08/12/2025 | | 62 773 808 | | 62 773 808 | | | | |
| Total | | 62 773 808 | | 62 773 808 | | | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 62 773 808 | | 62 773 808 | | | | |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 3 281 287 599 | | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 3 281 287 599 |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | | 890 713 735 886 260 165 | 890 713 735 886 260 165 | | 890 713 735 886 260 165 | 890 713 735 886 260 165 |
| 05 – Autres régimes | | 12 726 253 12 780 415 | 12 726 253 12 780 415 | | 12 726 253 12 780 415 | 12 726 253 12 780 415 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 | 0 | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +62 773 808 | +62 773 808 | | +62 773 808 | +62 773 808 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 4 195 602 721 | 4 195 602 721 | 0 | 4 195 602 721 | 4 195 602 721 |
| Total des crédits consommés | 0 | 4 180 328 179 | 4 180 328 179 | 0 | 4 180 328 179 | 4 180 328 179 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +15 274 542 | +15 274 542 | | +15 274 542 | +15 274 542 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

La loi n° 2025-1173 du 8 décembre 2025 de finances de fin de gestion pour 2025 a été construite, pour le programme 198 de manière à couvrir le besoin de financement de la CNAV au titre des régimes spéciaux fermés estimé en septembre 2025. Le dernier paiement au titre de 2025, effectué le 30 décembre 2025, a été construit de sorte à couvrir le besoin de financement de la CNAV estimé à cette date. Il ressort des prévisions entre septembre 2025 et décembre 2025 un écart de -15 M€. L'écart porte principalement sur le régime de la SNCF (-14 M€) et est dû à une majoration du montant de compensation généralisée vieillesse (-8 M€) et à une diminution du besoin de financement du régime (-6 M€) porté par une hausse des cotisations (-4 M€).

Toutefois, le besoin de financement de la CNAV au titre des régimes financés par le programme 198 a fait l'objet d'une prévision d'exécution (régime de la SNCF) et d'une exécution définitive (régime de la RATP). Ces actualisations font apparaître une créance de l'État sur la sécurité sociale (*voir justification au premier euro*).

PASSAGE DU PLF A LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 4 182 014 643 | 4 182 014 643 | 0 | 4 182 014 643 | 4 182 014 643 |
| Amendements | 0 | -49 185 730 | -49 185 730 | 0 | -49 185 730 | -49 185 730 |
| LFI | 0 | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 | 0 | 4 132 828 913 | 4 132 828 913 |

L'écart entre le PLF 2025 et la LFI 2025 s'explique de deux manières :

- d'une part, le PLF 2025 s'appuyait sur une revalorisation des pensions de 1.8 % (données au 01/07/2024) tandis que la LFI 2025 a tenu compte d'une revalorisation de 2.2 % (données au 01/01/2025), créant ainsi un écart de 89 753 974 €;

Dépenses pluriannuelles

SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2025 | CP 2025 |
|---|--|
| AE ouvertes en 2025 * (E1) 4 195 602 721 | CP ouverts en 2025 * (P1) 4 195 602 721 |
| AE engagées en 2025 (E2) 4 180 328 179 | CP consommés en 2025 (P2) 4 180 328 179 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2025 (E3) 0 | <i>dont CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025</i> (P3 = P2 – P4) 0 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2025 (E4 = E1 – E2 – E3) 15 274 542 | <i>dont CP consommés en 2025 sur engagements 2025</i> (P4) 4 180 328 179 |

RESTES A PAYER

| | | | | | |
|--|---|--|---|--|--|
| Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 brut (R1) 0 | | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2024 (R2) 0 | | | | | |
| | | | | | |
| Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 net (R3 = R1 + R2) 0 | – | CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025 (P3 = P2 – P4) 0 | = | Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R4 = R3 – P3) 0 | |
| AE engagées en 2025 (E2) 4 180 328 179 | – | CP consommés en 2025 sur engagements 2025 (P4) 4 180 328 179 | = | Engagements 2025 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R5 = E2 – P4) 0 | |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R6 = R4 + R5) 0 | |
| | | | | | |
| | | | | Estimation des CP 2026 sur engagements non couverts au 31/12/2025 (P5) 0 | |
| | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2026 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2025 (P6 = R6 – P5) 0 | |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2025 + reports 2024 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION

03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------------|--|---------------------|--------------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 03 – Régime de retraite du personnel de la SNCF | | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 3 281 287 599 | | 3 229 388 925 3 281 287 599 | 3 229 388 925 3 281 287 599 |

La Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel Ferroviaire (nouvelle dénomination de la CPRP-SNCF prévu par le décret n° 2024-10 du 5 janvier 2024 relatif au changement de nom et à la gouvernance de la caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la Société nationale des chemins de fer français) assure la gestion du régime spécial de vieillesse de la SNCF.

En application du 3° de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, le régime général de sécurité sociale, assure depuis le 1^{er} janvier 2025, l'équilibrage des régimes de retraite financés par le programme 198. En application du 8° de l'article L. 241-3 du même code, l'État verse une subvention au régime général au titre du financement de ces régimes. La convention tripartite entre l'État-ACOSS-CNAV ainsi que le projet annuel de performance de la mission *Régime sociaux et de retraite* prévoient que la subvention de l'État au régime général est calculée afin de garantir la neutralité du transfert de l'équilibrage des régimes mentionnées au 3° de l'article L. 134-3. Ainsi, les besoins de financement de ces régimes est retraité des gains de la compensation démographique et de la compensation CNAV-AGIRC-ARRCO au titre de la fermeture de ces régimes.

L'exécution correspond à la prévision d'exécution en décembre 2025. Toutefois, le besoin de financement de la CNAV au titre de l'équilibrage du régime de la SNCF a été stabilisé en mars 2026.

Le compte de résultat simplifié définitif du régime est présenté ci-dessous.

| régime SNCF : compte de résultat simplifié définitif (en M€) | | | |
|--|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| Type de charge | Exécution (provisoire) | Type de charge | Exécution (provisoire) |
| Masse des pensions | 5 607 | Masse des cotisations | 2 132 |
| Gestion administrative | 26 | Subvention | 3 504 |
| Charges financières et divers | 4 | Produits financiers et divers | 0 |
| Total | 5 636,77 | Total | 5 636,77 |

Compte tenu des montants de compensation vieillesse généralisée, de compensation de la CNAV et de l'AGIRC-ARRCO au titre des frais de fermeture du régime de la SNCF, la subvention versée à la CNAV présente un trop versé de 176 M€.

| | en M€ | exécution provisoire 2025 |
|---|-------|---------------------------|
| besoin financement régime (a) | | 3 504 |
| CGV (b) | | -100 |
| contribution CNAV (c) | | -180 |
| contribution AA (c') | | -119 |
| subvention État CNAV (a + b + c + c') | | 3 105 |
| crédits budgétaires versés | | -3 281 |
| dette État - régime général | | -176 |
| <i>signe - : l'État dispose d'une créance sur le régime général</i> | | |

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
| | Prévision | Réalisation | Prévision | Réalisation |
| Verdissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Indépendance et compétitivité | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cohésion sociale et territoriale | 0 | 0 | 0 | 0 |

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 3 229 388 925 | 3 281 287 599 | 3 229 388 925 | 3 281 287 599 |
| Transferts aux autres collectivités | 3 229 388 925 | 3 281 287 599 | 3 229 388 925 | 3 281 287 599 |
| Total | 3 229 388 925 | 3 281 287 599 | 3 229 388 925 | 3 281 287 599 |

Justification des écarts

L'écart (+51 M€) entre l'exécution 2025 et la LFI est la somme des écarts suivants :

- Une re-prévision budgétaire issue du débat parlementaire qui ne s'est pas intégralement réalisée (+71 M€) ;
- Une actualisation du montant de contribution vieillesse généralisée (3 M€) ;
- Une hausse de l'estimation des compensations CNAV et AGIRCARRCO (+9 M€) ;
- Une opération de fongibilité depuis l'action RATP (27 M€).

L'écart constaté correspond à la différence entre la LFI et l'exécution réalisée selon les prévisions de besoins de financement en novembre 2025.

ACTION

04 – Régime de retraite du personnel de la RATP

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 04 – Régime de retraite du personnel de la RATP | | 890 713 735 | 890 713 735 | | 890 713 735 | 890 713 735 |
| | | 886 260 165 | 886 260 165 | | 886 260 165 | 886 260 165 |

En application du 3° de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, le régime général de sécurité sociale, assure depuis le 1^{er} janvier 2025, l'équilibrage des régimes de retraite financés par le programme 198. En application du 8° de l'article L. 241-3 du même code, l'État verse une subvention au régime général au titre du financement de ces régimes. La convention tripartite entre l'État-ACOSS-CNAV ainsi que le projet annuel de performance de la mission *Régime sociaux et de retraite* prévoient que la subvention de l'État au régime général est calculée afin de garantir la neutralité du transfert de l'équilibrage des régimes mentionnées au 3° de l'article L. 134-3. Ainsi, le besoin de

financement de ces régimes est retraité des gains de la compensation démographique et de la compensation CNAV-AGIRC-ARRCO au titre de la fermeture de ces régimes.

Le compte de résultat simplifié définitif du régime est ainsi établi.

| CRP RATP : compte de résultat simplifié définitif (en M€) | | | |
|---|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| Type de charge | Exécution (provisoire) | Type de charge | Exécution (provisoire) |
| Masse des pensions | 1 417 | Masse des cotisations | 511 |
| Gestion administrative | 0 | Subvention de l'État | 905 |
| Charges financières et divers | 1 | Produits financiers et divers | 3 |
| Total | 1 418,46 | Total | 1 418,46 |

Compte tenu des montants de compensation vieillesse généralisée, de compensation de la CNAV et de l'AGIRC-ARRCO au titre des frais de fermeture, au titre du régime de la SNCF, la subvention versée à la CNAV présente un trop versé de 15 M€.

| | en M€ | exécution définitive |
|---|-------|----------------------|
| besoin financement régime (a) | | 905 |
| CGV (b) | | 18 |
| contribution CNAV-AA (c) | | -32 |
| contribution AA (c') | | -20 |
| subvention État CNAV (a + b + c + c') | | 871 |
| versé CNAV | | -886 |
| dette État - régime général | | -15 |
| <i>signe - : l'État dispose d'une créance sur le régime général</i> | | |

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
| | Prévision | Réalisation | Prévision | Réalisation |
| Verdissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Indépendance et compétitivité | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cohésion sociale et territoriale | 0 | 0 | 0 | 0 |

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 890 713 735 | 886 260 165 | 890 713 735 | 886 260 165 |
| Transferts aux autres collectivités | 890 713 735 | 886 260 165 | 890 713 735 | 886 260 165 |
| Total | 890 713 735 | 886 260 165 | 890 713 735 | 886 260 165 |

ACTION**05 – Autres régimes**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 05 – Autres régimes | | 12 726 253 | 12 726 253 | | 12 726 253 | 12 726 253 |
| | | 12 780 415 | 12 780 415 | | 12 780 415 | 12 780 415 |

En application du 3° de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, le régime général de sécurité sociale, assure depuis le 1^{er} janvier 2025, l'équilibrage des régimes de retraite financés par le programme 198. En application du 8° de l'article L. 241-3 du même code, l'État verse une subvention au régime général au titre du financement de ces régimes. La convention tripartite entre l'État-ACOSS-CNAV ainsi que le projet annuel de performance de la mission *Régime sociaux et de retraite* prévoient que la subvention de l'État au régime général est calculée afin de garantir la neutralité du transfert de l'équilibrage des régimes mentionnées au 3° de l'article L. 134-3. Ainsi, les besoins de financement de ces régimes est retraité des gains de la compensation démographique et de la compensation CNAV-AGIRC-ARRCO au titre de la fermeture de ces régimes.

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
| | Prévision | Réalisation | Prévision | Réalisation |
| Verdissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Indépendance et compétitivité | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cohésion sociale et territoriale | 0 | 0 | 0 | 0 |

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 12 726 253 | 12 780 415 | 12 726 253 | 12 780 415 |
| Transferts aux autres collectivités | 12 726 253 | 12 780 415 | 12 726 253 | 12 780 415 |
| Total | 12 726 253 | 12 780 415 | 12 726 253 | 12 780 415 |

PROGRAMME 197

Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Eric BANEL

Directeur général des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Responsable du programme n° 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins

Le programme 197 « Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins » retrace la participation financière de l'État au régime spécial de retraite des marins et la subvention pour charges de service public destinée à couvrir les coûts de fonctionnement de l'Établissement national des invalides de la marine (Énim) qui en assure la gestion.

L'organisation de l'Énim est fixée par le décret n° 2010-1009 du 30 août 2010 modifié par le décret n° 2023 - 350 du 9 mai 2023. L'Énim est un établissement public administratif de plein exercice placé sous la triple tutelle des ministres chargés de la mer, de la sécurité sociale et du budget. Son siège est localisé à Périgny (Charente-Maritime) depuis 2012. L'Énim, en tant que gestionnaire d'un régime spécial de sécurité sociale, se doit d'assurer le meilleur service possible pour l'usager (le marin ou ses ayants droit) tout en cherchant à optimiser le coût de ce service pour le contribuable.

Le régime de sécurité sociale des marins est un régime spécial au sens de l'article L. 711-1 du code de la sécurité sociale, qui comporte :

- Une branche vieillesse dont la gestion est assurée par la Caisse de retraites des marins et qui est régie par le code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance et le code des transports ;
- Une branche maladie, accident du travail et maladie professionnelle, invalidité (liés ou non à la profession), maternité et décès, dont la gestion est assurée par la Caisse générale de prévoyance régie par le décret du 17 juin 1938 modifié.

L'Énim développe également une action sanitaire et sociale en direction du monde maritime en servant des prestations aux marins, pensionnés et ayants droit, ainsi qu'en subventionnant des institutions sociales œuvrant dans les domaines de la prévention des risques liés à leur activité et de l'amélioration des conditions de vie des gens de mer.

L'État contribue à l'équilibre financier de ce régime. L'Énim a disposé en 2025, en tant qu'établissement public, d'une subvention de l'État de 799,1 M€ en AE et CP versée via le programme 197 « Régime de retraite et de sécurité sociale des marins », après avoir obtenu une dotation de 774,5 M€ en 2024, soit une augmentation de 24,6 M€ (3,2 %). Une ouverture en loi de finances de fin de gestion pour 2025 de 27 M€ est intervenue pour couvrir les besoins du régime. Les dépenses de l'établissement sont constituées à 98 % de dépenses de prestations obligatoires (pensions, remboursements maladie). La nature même de ces dépenses et leur caractère obligatoire ne permettent pas d'en contrôler directement ou indirectement l'évolution, celle-ci dépendant des tendances et de l'évolution de la population des actifs et des ayants droits.

En contrepartie du financement, l'État demande une action efficace et une maîtrise des coûts de gestion mesurées au travers des indicateurs de performance. Avec la signature le 08 février 2022 de la 3^e convention d'objectifs et de gestion (COG) conclue avec l'État pour la période 2022 – 2026, l'Énim a renouvelé son ambition de développer les dispositifs de maîtrise, tant en matière de prévention que de détection des abus, fautes et fraudes pour répondre au double enjeu de légitimité du système de protection sociale avec un paiement au juste droit et d'acceptation des cotisations, aussi bien par les employeurs que par les marins. L'année 2025 a vu des avancées concrètes de l'Énim en matière d'optimisation de la gestion (optimisation des implantations immobilières (Périgny, Lorient)

conformément au schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement) mais également d'harmonisation de la méthodologie des indicateurs au sein de la mission « Régimes sociaux et de retraite ».

En 2025, l'Énim a mené à bien de nombreux projets en matière notamment d'efficience de la gestion en renforçant son pilotage, de maîtrise des risques, de lutte contre les abus et fraude et de la qualité du service rendu aux bénéficiaires (poursuite de la dématérialisation, réduction des délais de traitement des réclamations et des délais de remboursement des feuilles de soins électroniques, développement d'une cartographie des schémas de fraude, etc.)

Ses perspectives sont de poursuivre l'engagement à maintenir un haut niveau de service à destination des marins, actifs et retraités, et de leurs employeurs.

RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Optimiser le régime de protection sociale des marins

INDICATEUR 1.1 : Coût unitaire d'une primo liquidation de pension retraite

INDICATEUR 1.2 : Dépenses de gestion pour 100 € de prestations servies

INDICATEUR 1.3 : Taux de recouvrement « global »

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Optimiser le régime de protection sociale des marins

Les deux premiers indicateurs sont relatifs à la maîtrise des coûts de gestion. Pour ces deux indicateurs, les prévisions des coûts de soutien se basent sur le budget primitif.

1) Coût unitaire d'une primo liquidation de pension de retraite : le coût unitaire est calculé en divisant les coûts de personnel de l'action par le nombre de dossiers traités. Ces coûts de personnel s'entendent comme les agents affectés directement à la liquidation mais aussi la quote-part de la gestion « vieillesse » rattachable aux restes des activités de l'établissement (recouvrement, comptabilité, juridique, informatique...).

2) Dépenses de gestion pour 100 € de prestations servies : Un ratio global divisant le montant des dépenses de soutien (dépenses de personnel et frais de fonctionnement) par le montant des dépenses de l'action permet, en ramenant à l'euro dépensé, de mesurer les coûts de gestion de l'action. Le résultat est exprimé en euros.

Le troisième indicateur retrace le taux de recouvrement des cotisations :

3) Taux de recouvrement global : La mission de recouvrement a été transférée à l'Urssaf depuis le 1^{er} janvier 2021, l'Énim assure néanmoins le recouvrement des cotisations pour les COM. Pour ce qui concerne le reste des cotisants Énim (métropole et DOM), l'Urssaf est compétente pour le contrôle et le recouvrement.

INDICATEUR

1.1 – Coût unitaire d'une primo liquidation de pension retraite

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coût unitaire d'une primo liquidation de pension retraite | € | 748 | 805 | 779 | 780 | amélioration | 797 |

Commentaires techniques

Source des données : Énim

Mode de calcul : l'indicateur est construit depuis 2003. La méthode est basée sur celle de l'indicateur RE600 du catalogue des indicateurs cibles communs des organismes de sécurité sociale. Il représente les charges directes et indirectes de personnel (y compris du siège) des agents chargés des primo liquidations, rapportées au nombre de primo liquidations (y compris réversions).

Commentaires : L'évolution des cibles concernant le coût unitaire de gestion s'explique essentiellement par la progression du coût moyen d'un ETP (issue d'une projection du GVT), associé à la diminution du volume de pensions concédées dans l'année ayant fait l'objet d'un paiement dans l'année (hors arrérage).

En 2025 on dénombre 4 128 pensions concédées dans l'année.

ANALYSE DES RESULTATS

Le volume des pensions concédées en 2025, principal déterminant de l'indicateur placé au dénominateur, est légèrement supérieur aux prévisions (4 128 pour 4 107). Cette évolution compense l'évolution des coûts de gestion ce qui permet d'atteindre un résultat proche de la cible (780 € pour 779).

INDICATEUR

1.2 – Dépenses de gestion pour 100 € de prestations servies

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|-----------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Coûts de gestion (a) | M€ | 10 | 9,7 | 10,3 | 9,4 | cible atteinte | 10,00 |
| Volume de prestations servies (b) | M€ | 1010 | 1043 | 1049 | 1047 | cible atteinte | 1033 |
| Ratio (a/b) | € | 0,99 | 0,93 | 0,98 | 0,90 | cible atteinte | 0,97 |

Commentaires techniques

Source des données : Énim

Mode de calcul : L'indicateur est construit depuis 2003. Il est décliné autour de la maîtrise des coûts de gestion en présentant des coûts unitaires de gestion ou bien le rapport entre les moyens mis en œuvre et les services rendus. La méthode de calcul des coûts de gestion est basée sur celle de l'indicateur CG100 du catalogue des indicateurs cibles communs des organismes de sécurité sociale. Le périmètre pris en compte à ce titre est celui des frais directs et indirects de personnel et de fonctionnement.

Commentaires des sous-indicateurs : Les données de gestion sont provisoires au 26/02/2026. Les comptes de résultat définitifs n'étant connus qu'après la clôture des comptes, soit fin avril 2026.

ANALYSE DES RESULTATS

L'amélioration du ratio pour l'année 2025 résulte d'un montant des dépenses de gestion inférieur à la prévision initiale, associé à un volume de prestations quasiment conforme à la prévision. La cible fixée à 1 € pour 100 € de prestations servies largement atteinte, le résultat 2025 se situant à 0,9.

INDICATEUR

1.3 – Taux de recouvrement « global »

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de recouvrement des cotisations sociales des COM 15 jours après la date limite de paiement | % | 87 | 93 | 84 | 73 | absence amélioration | 84 |
| Échéance : 1 an | % | 99,12 | 99,8 | 99 | | donnée non retenue | 99 |

Commentaires techniques

Source des données :

1.3.A : Le taux à 15 j est issu de l'état Oxanet REC04090

Mode de calcul :

1.3.A : Le taux de recouvrement des cotisations sociales des COM 15 jours après la date limite de paiement : Ce taux de recouvrement est calculé 15 jours après la date limite de paiement et ne concerne que les collectivités d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Saint-Pierre-et-Miquelon). Il ne porte que sur les cotisations sociales.

Des informations complémentaires relatives au recouvrement des cotisations de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer devraient être produites à terme par l'Acoss qui en a la charge.

ANALYSE DES RESULTATS

Pour l'indicateur 1.3, du fait du transfert du recouvrement des cotisations à l'URSSAF, l'Énim ne maîtrise plus directement la performance du recouvrement des cotisations sociales pour les périodes taxées à compter du 01/01/2021.

L'Établissement conserve cependant cette prérogative pour les COM.

Sur ce périmètre, les résultats indiqués rendent compte de cette activité : taux recouvrement COM DLP +15j 2023 arrêté au 31/12/2025.

Compte tenu du périmètre réduit de la définition de cet indicateur qui se limite aux COM, la défaillance d'un armateur dont le volume des cotisations dues est important peut impacter fortement le résultat. C'est le cas pour l'année 2025 où la mise en redressement judiciaire d'un armateur n'a pas permis d'atteindre la cible. En 2025 le taux de recouvrement des cotisations sociales des COM 15 jours après la date limite de paiement est de 73 % pour un objectif fixé à 86 %

Présentation des crédits

2025 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

2025 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--|---|
| | | | | |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 12 925 888 12 861 259 | 759 219 127 786 219 127 | 772 145 015 799 080 386 | 772 145 015 |
| Total des AE prévues en LFI | 12 925 888 | 759 219 127 | 772 145 015 | 772 145 015 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +27 000 000 (hors titre 2) | | +27 000 000 | |
| Total des AE ouvertes | 799 145 015 (hors titre 2) | | 799 145 015 | |
| Total des AE consommées | 12 861 259 | 786 219 127 | 799 080 386 | |

2025 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--|---|
| | | | | |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 12 925 888 12 861 259 | 759 219 127 786 219 127 | 772 145 015 799 080 386 | 772 145 015 |
| Total des CP prévus en LFI | 12 925 888 | 759 219 127 | 772 145 015 | 772 145 015 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +27 000 000 (hors titre 2) | | +27 000 000 | |
| Total des CP ouverts | 799 145 015 (hors titre 2) | | 799 145 015 | |
| Total des CP consommés | 12 861 259 | 786 219 127 | 799 080 386 | |

2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---------------------------------------|---|--------------------------|
| | | | | |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 12 995 065 12 995 065 | 774 342 095 761 491 058 | 787 337 160 774 486 123 | 787 337 160 |
| Total des AE prévues en LFI | 12 995 065 | 774 342 095 | 787 337 160 | 787 337 160 |
| Total des AE consommées | 12 995 065 | 761 491 058 | | 774 486 123 |

2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 | Titre 6 | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|----------------------------|---|--|
| | Dépenses de fonctionnement | Dépenses d'intervention | | |
| | <i>Prévision LFI 2024</i> Consommation 2024 | | | |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 12 995 065 12 995 065 | 774 342 095 761 491 058 | 787 337 160 | 787 337 160 774 486 123 |
| Total des CP prévus en LFI | 12 995 065 | 774 342 095 | 787 337 160 | 787 337 160 |
| Total des CP consommés | 12 995 065 | 761 491 058 | | 774 486 123 |

PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2024 | Ouvertes en 2025 | Consommées* en 2025 | Consommés* en 2024 | Ouverts en 2025 | Consommés* en 2025 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 12 995 065 | 12 925 888 | 12 861 259 | 12 995 065 | 12 925 888 | 12 861 259 |
| Subventions pour charges de service public | 12 995 065 | 12 925 888 | 12 861 259 | 12 995 065 | 12 925 888 | 12 861 259 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 761 491 058 | 759 219 127 | 786 219 127 | 761 491 058 | 759 219 127 | 786 219 127 |
| Transferts aux autres collectivités | 761 491 058 | 759 219 127 | 786 219 127 | 761 491 058 | 759 219 127 | 786 219 127 |
| Total hors FdC et AdP | | 772 145 015 | | | 772 145 015 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +27 000 000 | | | +27 000 000 | |
| Total* | 774 486 123 | 799 145 015 | 799 080 386 | 774 486 123 | 799 145 015 | 799 080 386 |

* y.c. FdC et AdP

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS (HORS DECRET DE SERVICES VOTES)

LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 08/12/2025 | | 27 000 000 | | 27 000 000 | | | | |
| Total | | 27 000 000 | | 27 000 000 | | | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 27 000 000 | | 27 000 000 | | | | |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | | 772 145 015 799 080 386 | 772 145 015 799 080 386 | | 772 145 015 799 080 386 | 772 145 015 799 080 386 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 772 145 015 | 772 145 015 | 0 | 772 145 015 | 772 145 015 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +27 000 000 | +27 000 000 | | +27 000 000 | +27 000 000 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 799 145 015 | 799 145 015 | 0 | 799 145 015 | 799 145 015 |
| Total des crédits consommés | 0 | 799 080 386 | 799 080 386 | 0 | 799 080 386 | 799 080 386 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +64 629 | +64 629 | | +64 629 | +64 629 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

PASSAGE DU PLF A LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 778 862 981 | 778 862 981 | 0 | 778 862 981 | 778 862 981 |
| Amendements | 0 | -6 717 966 | -6 717 966 | 0 | -6 717 966 | -6 717 966 |
| LFI | 0 | 772 145 015 | 772 145 015 | 0 | 772 145 015 | 772 145 015 |

Lors de l'examen du PLF 2025 au Parlement, deux amendements ont impacté les crédits du programme 197 pour un solde net négatif de -6,7 M€ : une minoration de -20,1 M€ correspondant à l'amendement n° II-718 de reprévision budgétaire ainsi qu'une majoration de +13,4 M€ correspondant à l'amendement n° II-1987 pour tenir compte de la revalorisation des pensions de 2,2 % au 1^{er} janvier 2025.

Les crédits du programme 197 ouverts en LFI 2025 se sont ainsi élevés à 772,1 M€.

MODIFICATIONS DE MAQUETTE

Le programme 197 n'a pas connu de modification d'architecture budgétaire au cours de l'exercice 2025.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS REGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES / DE FIN DE GESTION

En raison de sa trésorerie déficitaire de la branche vieillesse liée à l'écart très important entre les cotisations perçues et les versements des pensions, le programme 197 a fait l'objet d'une ouverture de crédits complémentaires de 27 M€ en loi de finances de fin de gestion 2025 pour sécuriser le paiement des dépenses (pensions) qui revêtent un caractère inéluctable.

RÉSERVE DE PRECAUTION ET FONGIBILITE

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|------------|---------------------|---------------|------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 0 | 3 860 725 | 3 860 725 | 0 | 3 860 725 | 3 860 725 |
| Surgels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dégels | 0 | -3 860 725 | -3 860 725 | 0 | -3 860 725 | -3 860 725 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

En complément de l'ouverture complémentaire de crédits en LFG, les besoins de l'Énim ont nécessité la levée de la réserve de précaution élevée à 3,80 M€ (hors SCSP d'un montant de 0,07 M€) en fin d'année pour sécuriser le paiement des pensions de décembre.

Dépenses pluriannuelles

SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2025 | CP 2025 |
|---|---|
| AE ouvertes en 2025 * (E1) 799 145 015 | CP ouverts en 2025 * (P1) 799 145 015 |
| AE engagées en 2025 (E2) 799 080 386 | CP consommés en 2025 (P2) 799 080 386 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2025 (E3) 0 | dont CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025 (P3 = P2 - P4) 799 080 386 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2025 (E4 = E1 - E2 - E3) 64 629 | dont CP consommés en 2025 sur engagements 2025 (P4) 0 |

RESTES A PAYER

| | | | | | |
|--|--|---|--|---|--|
| Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 brut (R1) 0 | | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2024 (R2) 0 | | | | | |
| | Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 net (R3 = R1 + R2) 0 | - | CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025 (P3 = P2 - P4) 799 080 386 | = | Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R4 = R3 - P3) -799 080 386 |
| | AE engagées en 2025 (E2) 799 080 386 | - | CP consommés en 2025 sur engagements 2025 (P4) 0 | = | Engagements 2025 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R5 = E2 - P4) 799 080 386 |
| | | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R6 = R4 + R5) 0 |
| | | | | | Estimation des CP 2026 sur engagements non couverts au 31/12/2025 (P5) 0 |
| | | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2026 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2025 (P6 = R6 - P5) 0 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2025 + reports 2024 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION

01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | | 772 145 015 799 080 386 | 772 145 015 799 080 386 | | 772 145 015 799 080 386 | 772 145 015 799 080 386 |

En qualité de gestionnaire d'un régime spécial de sécurité sociale, l'Énim verse des pensions de retraite après les avoir liquidées sur la base des durées et catégories de services validables de chaque futur pensionné ou ayant droit. Les moyens financiers concourent au financement de toutes les pensions de marins et d'ayants droit de la France hexagonale, des départements d'outre-mer ainsi que des collectivités d'outre-mer. Depuis le 1^{er} janvier 2021, le recouvrement des cotisations pour la métropole et les DOM est assuré par l'Urssaf Poitou-Charentes (via la Déclaration Sociale Nominative - DSN).

La subvention de l'État est intégralement destinée au financement de cette action. L'Énim bénéficie également des compensations d'exonérations, de la compensation généralisée vieillesse, des transferts, des prises en charge de cotisations par l'État et produits divers qui viennent s'ajouter aux produits des cotisations spécifiques au régime (près de 10 % des recettes).

Au terme de l'année 2025, les dépenses d'intervention de la branche « vieillesse », hors action sociale, se sont élevées à 1 047,2 M€. Il est précisé que ces données sont provisoires, les comptes de résultat définitifs n'étant connus qu'après la clôture des comptes, soit fin avril 2026.

Au regard de cet enjeu, l'action 01 du programme a apporté 786 M€ en recettes auxquels s'ajoutent 13 M€ de subvention de fonctionnement.

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
| | Prévision | Réalisation | Prévision | Réalisation |
| Verdissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Indépendance et compétitivité | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cohésion sociale et territoriale | 0 | 0 | 0 | 0 |

Le programme 197 ne perçoit pas de crédit plan de relance.

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 12 925 888 | 12 861 259 | 12 925 888 | 12 861 259 |
| Subventions pour charges de service public | 12 925 888 | 12 861 259 | 12 925 888 | 12 861 259 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 759 219 127 | 786 219 127 | 759 219 127 | 786 219 127 |
| Transferts aux autres collectivités | 759 219 127 | 786 219 127 | 759 219 127 | 786 219 127 |
| Total | 772 145 015 | 799 080 386 | 772 145 015 | 799 080 386 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

La subvention pour charges de service public (SCSP) versée par le programme 197 est de 13 M€. Elle a permis de couvrir en partie les dépenses de gestion administrative selon une clé de répartition branche basée sur la répartition des effectifs de l'ENIM au 31/12/2024, soit 37,1 % pour la branche vieillesse et 62,9 % pour la branche maladie. Au regard de cette clé de répartition, les dépenses prises en charges sont réparties comme suit :

- Les dépenses de personnel pour 7,12 M€ ;
- Les dépenses de logistique pour 1,26 M€ ;
- Les dépenses de fonctionnement informatique pour 1,48 M€ ;
- Les dotations aux amortissements pour 1,68 M€.

Soit un total de 11,54 M€ correspondant à l'exécution des dépenses dans les comptes financiers au 2 mars 2026.

DÉPENSES D'INTERVENTION

La subvention d'équilibre versée par le programme 197 est de 786,2 M€ en AE et CP. Elle permet de couvrir en partie les dépenses de prestations légales et extra-légales vieillesse. Il est précisé que les données figurant ci-après sont provisoires, les comptes de résultat définitifs n'étant connus qu'après la clôture des comptes, soit fin avril 2026.

a) Prévisions pour les dépenses de prestations légales vieillesse

Les dépenses de prestations légales vieillesse s'élèvent à 1047,1 M€. Le régime social des marins est en déséquilibre structurel sur la branche retraite, avec un ratio de 0,28 entre le nombre d'actifs et de pensionnés (29 308 actifs cotisants en décembre 2025, 38 110 sur l'année, pour 101 128 = pensions directes et réversions).

Source : Chiffres clés, traitement DAPSI, Février 2026.

L'augmentation du montant brut moyen annuel entre 2024 et 2025 est expliquée par l'augmentation des salaires forfaitaire de 1,7 % qui a eu lieu le 1^{er} avril 2025 et par une baisse de la proportion des pensions spéciales concédées de droit direct.

Les dépenses de la branche vieillesse sont principalement couvertes par la subvention d'équilibre versée par le programme. La subvention en provenance du programme couvre les dépenses d'intervention vieillesse à hauteur de 799,08 M€ en 2025 (774,3 M€ en 2024).

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DU RÉGIME DE RETRAITE

| Type de charge | Charges | | | Type de produit | Produits | | |
|-------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------|-------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| | LFI 2025 | Exécution (provisoire) | Écart | | LFI 2025 | Exécution (provisoire) | Écart |
| Masse des pensions | 1 055 969 843 | 1 048 112 015 | -7 857 828 | Masse des cotisations | 116 000 000 | 124 600 000 | 8 600 000 |
| Gestion administrative | 10 877 761 | 11 496 665 | 618 904 | Subvention de l'État | 772 145 015 | 799 080 386 | 26 935 371 |
| Charges financières et divers | 9 000 000 | 9 000 000 | -0 | Produits financiers et divers | 52 160 000 | 47 883 053 | -4 276 947 |
| Compensation démo (-) | - | - | - | Compensation démo (+) | 76 900 000 | 82 000 000 | 5 100 000 |
| Total | 1 075 847 604 | 1 068 608 680 | -7 238 924 | Total | 1 017 205 015 | 1 053 563 439 | 36 358 424 |

b) Prévisions pour les dépenses de prestations extra-légales

Les dépenses de prestations extra-légales vieillesse s'élèvent à 1,8 M€. Au-delà des prestations légales versées à ses affiliés, l'Énim met en œuvre une politique d'action sanitaire et sociale en versant des prestations extra-légales, de secours et de subventions aux institutions sociales maritimes. L'Énim renforce ainsi son lien de proximité avec les gens de mer, en complétant leur protection sociale par un ensemble d'actions et de mesures ciblées vers les populations les plus vulnérables.

L'action sanitaire et sociale se traduit par des aides individuelles et des aides collectives, qui s'articulent essentiellement autour de trois grands axes :

- Vers les personnes âgées (part majoritaire des aides versées) par le biais de l'aide au maintien à domicile (aides ménagères, aide à l'amélioration de l'habitat, lutte contre la précarité énergétique). Une part prépondérante de ces aides est consacrée aux aides ménagères.
- Des aides financières individuelles aux marins et à leurs familles du fait des spécificités des métiers de la mer et particulièrement ceux de la pêche, marqués par une fréquence relativement élevée des accidents du travail. L'Énim sert à leur famille des secours ordinaires ou d'urgence, des secours pour frais d'obsèques ou des aides pour fourniture d'appareillage ou assistance ménagère, entre autres.
- Des aides collectives via les institutions sociales maritimes, dont le Service Social Maritime, en contrepartie des prestations qu'il assure via son réseau d'assistantes sociales pour le compte de l'Établissement, ou à des associations menant des actions spécifiques, notamment. Une part importante est également versée à l'Institut Maritime de Prévention.

Le budget de l'action sanitaire et sociale de l'Énim a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la définition de la COG 2022-2026 (1,37 M€ ont été retirés de l'enveloppe ASS suite à la décision de financement des aides aux victimes d'une faute inexcusable de l'employeur (FIE) et du complément de ressources (ex-indemnités de nourriture) sur les crédits non limitatifs). En 2025, le budget de l'action sanitaire et sociale de l'Énim s'est élevé à 3,746 M € (2,2 M€ en ASS vieillesse et 1,546 M€ en ASS maladie/AT-MP).

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RECAPITULATION DES CREDITS ALLOUES PAR LE PROGRAMME AUX OPERATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2024 | | Prévision LFI 2025 | | Réalisation 2025 | |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| ENIM - Etablissement national des invalides de la marine (P197) | 774 486 123 | 774 486 123 | 772 145 015 | 772 145 015 | 799 080 386 | 799 080 386 |
| Subventions pour charges de service public | 12 995 065 | 12 995 065 | 12 925 888 | 12 925 888 | 12 861 259 | 12 861 259 |
| Transferts | 761 491 058 | 761 491 058 | 759 219 127 | 759 219 127 | 786 219 127 | 786 219 127 |
| Total | 774 486 123 | 774 486 123 | 772 145 015 | 772 145 015 | 799 080 386 | 799 080 386 |
| Total des subventions pour charges de service public | 12 995 065 | 12 995 065 | 12 925 888 | 12 925 888 | 12 861 259 | 12 861 259 |
| Total des transferts | 761 491 058 | 761 491 058 | 759 219 127 | 759 219 127 | 786 219 127 | 786 219 127 |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2025, leur réalisation 2024 est sans objet.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPERATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPERATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|--|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| ENIM - Etablissement national des invalides de la marine | 0 | 280 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| | 0 | 286 | 7 | 0 | 3 | 6 |
| | 0 | 278 | 7 | 0 | 3 | 4 |
| Total | 0 | 280 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| | 0 | 286 | 7 | 0 | 3 | 6 |
| | 0 | 278 | 7 | 0 | 3 | 4 |

* Les emplois sous plafond 2025 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2025 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2025

SCHEMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|----------------|------------------|
| Emplois sous plafond 2025 * | 286 | 278 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2025 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2025

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2025 en ETP | -1 | -5 |

La cible de 286 ETPT n'a pas été atteinte suite à des difficultés de recrutement et des vacances de postes liés à des mobilités et des départs qui sont intervenus en 2025 et qui n'ont pas été remplacés à la date du 31/12/2025.

FISCALITE AFFECTEE AUX OPERATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Intitulé de l'opérateur | Compte financier 2024 | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 |
|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| ENIM - Etablissement national des invalides de la marine | 49 432 529 | 45 000 000 | 49 447 881 |
| Total | 49 432 529 | 45 000 000 | 49 447 881 |

Opérateurs

OPÉRATEUR

ENIM - Etablissement national des invalides de la marine

ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS DE L'OPERATEUR

Le budget global de l'Énim, d'environ 1,5 Md€, traduit sa vocation de régime social multi-risques.

En recettes, les subventions versées par le programme 197 (subvention de fonctionnement de l'établissement et d'intervention pour les pensions) équilibrent la branche vieillesse à hauteur de 799 M€ en 2025, et représentent plus de la moitié des produits du régime. Les autres produits sont constitués de la subvention d'équilibre de la branche maladie (327,4 M€), des cotisations vieillesse et maladie (170 M€), de la compensation généralisée vieillesse (80 M€), des compensations et transferts, etc. À noter que le programme 205 du budget général contribue également aux produits de l'Énim à hauteur de 4,3 M€, dont des compensations des exonérations de charges patronales (tous risques) d'armements de transport maritime soumis à concurrence internationale, pour un montant de 4,2 M€ pour l'exercice 2025.

En dépenses, la branche vieillesse représente environ 2/3 du total des charges (pensions), et la maladie 1/3 des charges.

La maîtrise des dépenses de gestion est un objectif prioritaire pour l'Énim, dont les dépenses de fonctionnement sont encadrées par une convention d'objectif et de gestion (COG). La COG 2022-2026 signée en février 2022 porte des objectifs structurants tant en dépenses générales de fonctionnement (plafond d'emploi, masse salariale, dépenses de fonctionnement) que de qualité de service rendu à l'utilisateur, avec un objectif de diminution des dépenses limitatives de 1,5 % par an.

FINANCEMENT APORTE A L'OPERATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2024 | | Prévision LFI 2025 | | Réalisation 2025 | |
|---|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P205 – Affaires maritimes, pêche et aquaculture | 22 263 | 22 200 | 3 400 | 3 400 | 4 221 | 4 273 |
| Transferts | 22 263 | 22 200 | 3 400 | 3 400 | 4 221 | 4 273 |
| P197 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 774 486 | 774 486 | 772 145 | 772 145 | 799 080 | 799 080 |
| Subventions pour charges de service public | 12 995 | 12 995 | 12 926 | 12 926 | 12 861 | 12 861 |
| Transferts | 761 491 | 761 491 | 759 219 | 759 219 | 786 219 | 786 219 |
| Total | 796 749 | 796 686 | 775 545 | 775 545 | 803 302 | 803 354 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2025. Leur réalisation 2024 est sans objet.

Le montant de l'exécution 2025 en provenance du P205 correspond au volet ultramarin des exonérations de charges vieillesse versé directement à l'Énim.

COMPTE FINANCIER 2025

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 * | Produits | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 18 677 | 19 235 | Subventions de l'État | 873 266 | 960 525 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 3 403 | 3 449 | – subventions pour charges de service public | 12 861 | 12 861 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | 860 405 | 947 664 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 8 707 | 10 407 | Fiscalité affectée | 45 000 | 49 448 |
| Intervention (le cas échéant) | 1 518 091 | 1 514 645 | Autres subventions | 352 782 | 332 849 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 34 895 | 26 850 | Revenus d'activité et autres produits | 191 760 | 206 516 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 34 895 | 26 850 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | 30 600 | 28 257 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | 4 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | | |
| Total des charges | 1 545 475 | 1 544 287 | Total des produits | 1 462 808 | 1 549 338 |
| Résultat : bénéfice | | 5 051 | Résultat : perte | 82 668 | |
| Total : équilibre du CR | 1 545 475 | 1 549 338 | Total : équilibre du CR | 1 545 475 | 1 549 338 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 * | Ressources | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 78 373 | | Capacité d'autofinancement | | 3 639 |
| Investissements | 3 790 | 3 219 | Financement de l'actif par l'État | | |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | 5 | | Augmentation des dettes financières | 5 | |
| Total des emplois | 82 167 | 3 219 | Total des ressources | 5 | 3 639 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 420 | Diminution du fonds de roulement | 82 162 | |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Avertissement La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

Il est précisé que les données fournies à date sont provisoires, les dernières écritures étant intégrées mi-mars et l'approbation du compte financier de l'établissement par le conseil d'administration étant prévue fin avril 2026.

TRESORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2024 | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 132 460 | 114 698 | 170 336 |

La trésorerie provisoire à fin 2025 est de 170,33 M€ (dont 15,83 M€ de trésorerie vieillesse, 138,06 M€ de trésorerie maladie et 16,44 M€ de fonds propres).

AUTORISATIONS BUDGETAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2025 | | Compte financier 2025 * | |
|--|---------------------|------------------|-------------------------|------------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 18 677 | 18 677 | 19 239 | 19 239 |
| Fonctionnement | 7 534 | 7 473 | 7 492 | 7 432 |
| Intervention | 1 486 491 | 1 486 491 | 1 456 238 | 1 456 253 |
| Investissement | 3 600 | 3 790 | 3 085 | 3 219 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 1 516 302 | 1 516 430 | 1 486 055 | 1 486 142 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 3 403 | 3 403 | 3 449 | 3 449 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 * |
|--|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 1 432 208 | 1 512 761 |
| Subvention pour charges de service public | 12 861 | 12 861 |
| Subvention pour charges d'investissement | 0 | 0 |
| Autres financements de l'État | 860 405 | 917 836 |
| Fiscalité affectée | 45 000 | 50 121 |
| Autres financements publics | 352 782 | 354 647 |
| Recettes propres | 161 160 | 177 296 |
| Recettes fléchées | 0 | 0 |
| Subvention pour charges d'investissement fléchée | 0 | 0 |
| Financements de l'État fléchés | 0 | 0 |
| Autres financements publics fléchés | 0 | 0 |
| Recettes propres fléchées | 0 | 0 |
| Total des recettes (C) | 1 432 208 | 1 512 761 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 26 619 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 84 223 | 0 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DEPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Bâtiments - immobiliers | 0 0 | 1 140 1 383 | 1 140 1 063 | 0 0 | 0 0 | 996 242 | 1 186 661 | 2 136 1 625 | 2 326 1 724 |
| Branche "veillesse" | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 1 038 374 1 053 795 | 1 038 374 1 053 795 | 0 0 | 0 0 | 1 038 374 1 053 795 | 1 038 374 1 053 795 |
| Branche "maladie" | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 448 116 402 443 | 448 116 402 458 | 0 0 | 0 0 | 448 116 402 443 | 448 116 402 458 |
| Frais généraux - logistique | 0 0 | 1 473 1 495 | 1 412 1 724 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 1 473 1 495 | 1 412 1 724 |
| Informatique | 0 0 | 4 181 4 064 | 4 181 4 090 | 0 0 | 0 0 | 2 604 2 844 | 2 604 2 557 | 6 785 6 908 | 6 785 6 647 |
| Ressources humaines | 18 677 19 239 | 740 551 | 740 556 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 19 417 19 789 | 19 417 19 794 |
| Total | 18 677 19 239 | 7 534 7 492 | 7 473 7 432 | 1 486 491 1 456 238 | 1 486 491 1 456 253 | 3 600 3 085 | 3 790 3 219 | 1 516 302 1 486 055 | 1 516 430 1 486 142 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 84 223 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 5 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 71 |
| Autres décaissements non budgétaires | 2 340 | 97 599 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 86 568 | 97 670 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 47 516 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 47 516 |
| Total des besoins | 86 568 | 145 186 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2025 | Compte financier 2025 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 26 619 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 5 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 2 000 | 52 |
| Autres encaissements non budgétaires | 2 000 | 118 515 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 4 005 | 145 186 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 82 563 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 82 563 | 0 |
| Total des financements | 86 568 | 145 186 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPERATEUR

| | Réalisation 2024 (1) | Prévision 2025 (2) | Réalisation 2025 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 285 | 293 | 285 |
| – sous plafond | 280 | 286 | 278 |
| – hors plafond | 5 | 7 | 7 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 1 | 3 | 3 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 4 | 6 | 4 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | 4 | 6 | 4 |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2024.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2025.

Le plafond de 286 ETPT n'a pas été atteint compte tenu de difficultés de recrutement et des vacances de postes liées à des mobilités et des départs qui sont intervenus en 2025 et qui n'ont pas été remplacés à la date du 31/12/2025.

PROGRAMME 195

Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Elise DELAITRE

Sous-directrice à la direction du budget

Responsable du programme n° 195 : Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers

Précisions sur le changement de responsable du programme

Le programme « Régimes de retraites des mines, de la Seita et divers » porte les subventions qui visent à équilibrer financièrement un ensemble de régimes spéciaux de retraite en rapide déclin démographique. Certains régimes comportent encore un faible effectif de cotisants, alors que d'autres sont éteints. Ces régimes étant en incapacité de se financer par eux-mêmes dans le cadre d'un fonctionnement en répartition, l'État leur verse une dotation d'équilibre, via ce programme budgétaire.

L'ensemble de la dépense du programme s'est élevée à 1 091 M€ en 2025, après 1 083 M€ en 2024, soit une augmentation de 8,36 M€ (+0,77 %). Cette augmentation des dépenses s'explique principalement par l'intégration du régime d'allocation viagère des gérants de débits de tabac (RAVGDT), compensée par une moindre consommation sur le régime spécial des mines (CANSSM).

En contrepartie du financement par la solidarité nationale, l'État demande aux organismes chargés de la gestion de ces régimes une action efficace, réalisée à un coût maîtrisé, mesurée notamment au travers des indicateurs de performance du programme. Afin de mesurer et comparer les progrès réalisés, la méthodologie de la plupart de ces indicateurs a été uniformisée au sein de la mission « Régimes sociaux et de retraite ». Pour des régimes en déclin démographique, l'enjeu principal est en effet de maintenir et d'améliorer les indicateurs de gestion, dans un contexte de baisse tendancielle du nombre de bénéficiaires et de coûts fixes par nature difficilement pilotables. L'analyse des résultats de ces indicateurs démontre l'atteinte des objectifs fixés en projet de loi de finances

RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Optimiser la gestion des régimes

INDICATEUR 1.1 : Coût unitaire d'une primo liquidation de pensions (tous droits)

INDICATEUR 1.2 : Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (caisse des mines)

INDICATEUR 1.3 : Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (régime SEITA)

INDICATEUR 1.4 : Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (CROPERA)

INDICATEUR 1.5 : Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (CRCF)

OBJECTIF 2 : Optimiser le taux de recouvrement

INDICATEUR 2.1 : Taux de récupération des indus et trop versés

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Optimiser la gestion des régimes

INDICATEUR

1.1 – Coût unitaire d'une primo liquidation de pensions (tous droits)

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|------------------------------|-------|---------------------|---------------------|------------------|---------------------|--------------------------|------------------|
| Régime de retraite des mines | € | Non déterminé | Non déterminé | Non déterminé | Non déterminé | donnée non renseignée | Non déterminé |
| Régime SEITA | € | Sans objet | Sans objet | Sans objet | Sans objet | donnée non retenue | Sans objet |

Commentaires techniques

Source des données : CANSSM et service gestionnaire de la Caisse des dépôts pour les mines, l'APC pour le régime de la SEITA.

Mode de calcul : montant des rémunérations versées à l'institution gestionnaire rapporté au nombre de dossiers de primo-liquidation de pension traités.

Régime de retraite des mines : l'indicateur rapporte les seuls coûts de personnel directement rattachés au processus de liquidation au nombre de primo liquidations suite à la prise en compte des amortissements de différents projets informatiques.

ANALYSE DES RESULTATS

Régime de retraite des mines : Le développement de certains outils informatiques ne permet pas de déterminer l'indicateur.

Régime de retraite de la Seita : Il n'y a plus aucune liquidation effectuée par le gestionnaire du régime depuis 2023.

INDICATEUR

1.2 – Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (caisse des mines)

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|------------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| Rémunération de la caisse des dépôts pour la fonction service de la prestation | M€ | 11,1 | 10,504 | Non déterminé | 11,227 | donnée non renseignée | 11,23 |
| Masse des prestations servies | M€ | 1 119 | 1 072,520 | Non déterminé | 1 029,486 | donnée non renseignée | 989 |
| Ratio | € | 0,99 | 0,98 | Non déterminé | 1,09 | donnée non renseignée | 1,14 |

Commentaires techniques

Source des données : Caisse des dépôts

Mode de calcul : Cet indicateur rapporte le montant de la rémunération de la Caisse des Dépôts par la CANSSM au montant des prestations légales versées aux mineurs retraités. Ce ratio ne prend pas en compte les prestations légales versées par la Caisse des dépôts aux agents statutaires de la CANSSM, qui font l'objet d'une rémunération forfaitaire. A la suite de travaux d'homogénéisation menés en 2021 et 2022 concernant différents indicateurs de la mission RSR, le ratio de cet indicateur n'est plus exprimé en centimes d'euro pour 1 € de prestation servie, mais en euro pour 100 € de prestations servies.

ANALYSE DES RESULTATS

Les objectifs sont définis dans le cadre de la COG.

La hausse observée entre 2024 et 2025 est liée à une part de financement de la bascule du régime dans le Répertoire de gestion des carrières unique (RGCU). Il y a donc une différence de périmètre entre 2024 et 2025, qui explique l'effet de seuil entre les deux années.

INDICATEUR**1.3 – Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (régime SEITA)**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|---------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Rémunération de l'APC pour la gestion | € | 284 315 | 257 271 | 270 000 | 253 518 | cible atteinte | 263 500 |
| Masse des prestations servies | M€ | 134,5 | 134,4 | 130,7 | 131,9 | cible atteinte | 128,9 |
| Ratio | € | 0,21 | 0,19 | 0,21 | 0,19 | cible atteinte | 0,20 |

Commentaires techniques

Source des données : APC

Mode de calcul : cet indicateur rapporte la rémunération de l'APC qui correspond à la facture totale pour ce régime (y compris les charges directes) aux prestations servies qui correspondent aux seules prestations légales.

A la suite de travaux d'homogénéisation menés en 2021 et 2022 concernant différents indicateurs de la mission RSR, le ratio de cet indicateur n'est plus exprimé en centimes d'euro pour 1 € de prestation servie, mais en euro pour 100 € de prestations servies.

ANALYSE DES RESULTATS

Il n'y a désormais plus aucun cotisant actif au sein du régime. De fait, la masse des prestations servies est désormais strictement décroissante d'une année sur l'autre, ce qui génère de manière mécanique une hausse relative du ratio frais de gestion / prestations servies. S'agissant des frais de gestion, la part qu'ils représentent par rapport à la masse de prestations servies est relativement réduite pour les deux régimes.

INDICATEUR**1.4 – Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (CROPERA)**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|-------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Charges administratives | M€ | 0,88 | 0,91 | 1,01 | 0,95 | cible atteinte | 0,99 |
| Masse des prestations servies | M€ | 33,5 | 36,8 | 37,23 | 38,88 | cible atteinte | 40,04 |
| Ratio | Nb | 2,62 | 2,47 | 2,71 | 2,44 | cible atteinte | 2,47 |

Commentaires techniquesSource des données : CROPÉRA**ANALYSE DES RESULTATS**

Les dépenses de gestion technique qui s'élèvent à 38,9 millions d'euros sont en augmentation constante et régulière, sous l'effet conjugué de l'augmentation du montant moyen des pensions versées, de la variation des effectifs des pensionnés et de la revalorisation des pensions.

En outre, celle-ci était prévue à 0,8 % mais elle a été relevée à 2,2 % dans la loi de finances votée le 14 février 2025, ce qui représente un delta de 500 000 euros.

Dans le même temps, la CR Opéra a poursuivi ses efforts de rationalisation des dépenses de gestion administrative, qui lui permettent de contenir son budget en dessous de 1 M€.

Mécaniquement, le ratio des dépenses de gestion pour 100 € des prestations servies s'en trouve amélioré .

INDICATEUR**1.5 – Dépenses de gestion pour 100€ de prestations servies (CRCF)**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|-------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Charges administratives | € | 64 332 | 86 598 | 61 589 | 116 785 | absence amélioration | 83 276 |
| Masse des prestations servies | M€ | 6,64 | 7,08 | 7 124 065 | 7,39 | cible atteinte | 7,4 |
| Ratio | Nb | 0,97 | 1,2 | 0,86 | 1,58 | absence amélioration | 1,13 |

Commentaires techniquesSource des données : CRCFMode de calcul : cet indicateur rapporte le montant des charges administratives au montant de l'ensemble des pensions de retraites servies.**ANALYSE DES RESULTATS**

Entre 2024 et 2025, l'augmentation des charges administratives est notamment liée à des pénalités de retard (12 k€), une augmentation des frais bancaires (6 k€) et une réévaluation de la refacturation de la masse salariale pour la gestion de la caisse (8 k€).

Les prestations servies ont augmenté en raison d'un nombre important de nouveaux retraités. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des trois prochaines années.

OBJECTIF**2 – Optimiser le taux de recouvrement****INDICATEUR****2.1 – Taux de récupération des indus et trop versés**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2023 Réalisation | 2024 Réalisation | 2025 Cible | 2025 Réalisation | Atteinte de la cible | 2026 Cible |
|------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Régime de retraite des mines | % | 96,4 | 96,7 | 96 | 83.2 | absence amélioration | 96 |
| Régime SEITA | % | 95 | 95 | 95 | 93 | absence amélioration | 96 |

Commentaires techniquesSource des données : Caisse des dépôts, APCMode de calcul :

Pour la Retraite des mines, les trop versés correspondent dans la majorité des cas, à des prestations servies postérieurement au décès du titulaire.

Pour le Régime SEITA Retraite, le solde total des indus au 31 décembre 2025 s'élève à 111 784,26 € provisionnés à hauteur de 82 578,97 €.

La provision est constituée selon la méthode suivante : créances N provisionnées à 0 %, créances N-1 provisionnées à 50 %, créances N-X et antérieures provisionnées à 100 %. Le recouvrement des indus s'effectue généralement de manière échelonnée par prélèvement sur les échéances de la pension de réversion.

ANALYSE DES RESULTATS

Dans le cadre des mesures prises par les deux régimes afin de maîtriser leurs coûts de gestion, une sensibilisation sur le sujet du recouvrement des indus a permis d'améliorer le taux de recouvrement et le suivi des dossiers susceptibles de déboucher sur un recouvrement effectif. Ces éléments ont permis aux deux régimes d'améliorer leur taux de recouvrement au cours des dernières années. Le niveau atteint depuis quelques années est désormais plus difficile à dépasser, la dépense en gestion nécessaire pour y arriver étant susceptible de dépasser le gain financier attendu, particulièrement dans le cas de régimes en forte décroissance démographique.

Pour la CANSSM, le taux en baisse s'explique essentiellement par l'augmentation des indus concernant des débiteurs qui résident à l'étranger et ou des ex-bénéficiaires de pensions de réversion pour lesquels les probabilités de récupération sont sensiblement réduites. La population des pensionnés du régime des Mines est en effet devenue majoritairement composée de bénéficiaires de droits dérivés à compter de l'année 2024 (cf. 50,2 % des bénéficiaires), cette part majoritaire étant vouée à augmenter au fil des ans.

Pour la SEITA, le taux de recouvrement de l'exercice 2025 se dégrade légèrement sous l'effet conjugué :

- Des indus constatés en fin d'année N qui dégradent mécaniquement le taux de recouvrement de l'exercice N;
- D'un indu (jugement de 2023) sous procédure de recouvrement forcé avec huissier (recouvrement procéduré lent avec échéancier).

Présentation des crédits

2025 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

2025 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 Dépenses d'intervention | | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|------------------------------------|-------------------|--|---|
| | Prévision LFI 2025 | Consommation 2025 | | |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | 859 348 549 | 881 704 013 | 859 348 549 881 704 013 | 859 348 549 |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | 128 038 385 | 132 800 000 | 128 038 385 132 800 000 | 128 038 385 |
| 04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer | 627 725 | 654 633 | 627 725 654 633 | 627 725 |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 4 861 614 | 4 861 614 |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | 22 464 485 | 23 252 163 | 22 464 485 23 252 163 | 22 464 485 |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | 59 941 | 72 451 | 59 941 72 451 | 59 941 |
| 08 – Régime d'allocations viagères des gérants de débit de tabac | 71 394 558 | 48 009 815 | 71 394 558 48 009 815 | 71 394 558 |
| Total des AE prévues en LFI | 1 086 795 257 | | 1 086 795 257 | 1 086 795 257 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +27 326 106 | | +27 326 106 | |
| Total des AE ouvertes | 1 114 121 363 | | 1 114 121 363 | |
| Total des AE consommées | 1 091 354 689 | | 1 091 354 689 | |

2025 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 Dépenses d'intervention | | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|------------------------------------|-------------------|--|---|
| | Prévision LFI 2025 | Consommation 2025 | | |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | 859 348 549 | 881 704 013 | 859 348 549 881 704 013 | 859 348 549 |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | 128 038 385 | 132 800 000 | 128 038 385 132 800 000 | 128 038 385 |
| 04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer | 627 725 | 654 633 | 627 725 654 633 | 627 725 |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 4 861 614 | 4 861 614 |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | 22 464 485 | 23 252 163 | 22 464 485 23 252 163 | 22 464 485 |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | 59 941 | 72 451 | 59 941 72 451 | 59 941 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|---|--|---|
| | Dépenses d'intervention | | |
| | Prévision LFI 2025 Consommation 2025 | | |
| 08 – Régime d'allocations viagères des gérants de débit de tabac | 71 394 558 48 009 815 | 71 394 558 48 009 815 | 71 394 558 |
| Total des CP prévus en LFI | 1 086 795 257 | 1 086 795 257 | 1 086 795 257 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +27 326 106 | +27 326 106 | |
| Total des CP ouverts | 1 114 121 363 | 1 114 121 363 | |
| Total des CP consommés | 1 091 354 689 | 1 091 354 689 | |

2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|--|
| | Dépenses d'intervention | | |
| | Prévision LFI 2024 Consommation 2024 | | |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | 920 407 980 920 711 579 | 920 407 980 | 920 407 980 920 711 579 |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | 129 449 070 134 965 949 | 129 449 070 | 129 449 070 134 965 949 |
| 04 – Caisse des retraites des régions ferroviaires d'outre-mer | 723 261 683 000 | 723 261 | 723 261 683 000 |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | 4 911 774 4 560 582 | 4 911 774 | 4 911 774 4 560 582 |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | 20 103 382 22 014 990 | 20 103 382 | 20 103 382 22 014 990 |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | 60 000 61 906 | 60 000 | 60 000 61 906 |
| 08 – Régime d'allocations viagères des gérants de débit de tabac | | 0 | 0 |
| Total des AE prévues en LFI | 1 075 655 467 | 1 075 655 467 | 1 075 655 467 |
| Total des AE consommées | 1 082 998 006 | | 1 082 998 006 |

2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6 | Total | Total |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------------|
| | Dépenses d'intervention | hors FdC et AdP | y.c. FdC et AdP |
| | Prévision LFI 2024 | prévus en LFI | |
| | Consommation 2024 | | |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | 920 407 980 920 711 579 | 920 407 980 | 920 407 980 920 711 579 |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | 129 449 070 134 965 949 | 129 449 070 | 129 449 070 134 965 949 |
| 04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer | 723 261 683 000 | 723 261 | 723 261 683 000 |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | 4 911 774 4 560 582 | 4 911 774 | 4 911 774 4 560 582 |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | 20 103 382 22 014 990 | 20 103 382 | 20 103 382 22 014 990 |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | 60 000 61 906 | 60 000 | 60 000 61 906 |
| 08 – Régime d'allocations viagères des gérants de débit de tabac | | 0 | 0 0 |
| Total des CP prévus en LFI | 1 075 655 467 | 1 075 655 467 | 1 075 655 467 |
| Total des CP consommés | 1 082 998 006 | | 1 082 998 006 |

PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2024 | Ouvertes en 2025 | Consommées* en 2025 | Consommés* en 2024 | Ouverts en 2025 | Consommés* en 2025 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 1 082 998 006 | 1 086 795 257 | 1 091 354 689 | 1 082 998 006 | 1 086 795 257 | 1 091 354 689 |
| Transferts aux ménages | 11 906 | 0 | 0 | 11 906 | 0 | 0 |
| Transferts aux autres collectivités | 1 082 986 100 | 1 086 795 257 | 1 091 354 689 | 1 082 986 100 | 1 086 795 257 | 1 091 354 689 |
| Total hors FdC et AdP | | 1 086 795 257 | | | 1 086 795 257 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +27 326 106 | | | +27 326 106 | |
| Total* | 1 082 998 006 | 1 114 121 363 | 1 091 354 689 | 1 082 998 006 | 1 114 121 363 | 1 091 354 689 |

* y.c. FdC et AdP

 RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS (HORS DECRET DE SERVICES VOTES)

LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 08/12/2025 | | 27 326 106 | | 27 326 106 | | | | |
| Total | | 27 326 106 | | 27 326 106 | | | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 27 326 106 | | 27 326 106 | | | | |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | | 859 348 549 881 704 013 | 859 348 549 881 704 013 | | 859 348 549 881 704 013 | 859 348 549 881 704 013 |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | | 128 038 385 132 800 000 | 128 038 385 132 800 000 | | 128 038 385 132 800 000 | 128 038 385 132 800 000 |
| 04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer | | 627 725 654 633 | 627 725 654 633 | | 627 725 654 633 | 627 725 654 633 |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | | 4 861 614 4 861 614 | 4 861 614 4 861 614 | | 4 861 614 4 861 614 | 4 861 614 4 861 614 |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | | 22 464 485 23 252 163 | 22 464 485 23 252 163 | | 22 464 485 23 252 163 | 22 464 485 23 252 163 |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | | 59 941 72 451 | 59 941 72 451 | | 59 941 72 451 | 59 941 72 451 |
| 08 – Régime d'allocations viagères des gérants de débit de tabac | | 71 394 558 48 009 815 | 71 394 558 48 009 815 | | 71 394 558 48 009 815 | 71 394 558 48 009 815 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 1 086 795 257 | 1 086 795 257 | 0 | 1 086 795 257 | 1 086 795 257 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +27 326 106 | +27 326 106 | | +27 326 106 | +27 326 106 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 1 114 121 363 | 1 114 121 363 | 0 | 1 114 121 363 | 1 114 121 363 |
| Total des crédits consommés | 0 | 1 091 354 689 | 1 091 354 689 | 0 | 1 091 354 689 | 1 091 354 689 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +22 766 674 | +22 766 674 | | +22 766 674 | +22 766 674 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

La sous-consommation observée tient principalement à une sous-exécution de 23 M€ au titre du régime d'allocations viagères des gérants de tabacs (RAVGDT). Cette sous-exécution est due à la mise en place d'un nouveau circuit d'affectation des recettes fiscales. Jusqu'en 2024, le 7° de l'article L.131-8 du code de la sécurité sociale disposait que 0,5 % de l'accise sur les tabacs était affectée au RAVGDT, par un versement de l'ACOSS. Le XXIII de l'article 125 de la loi de finances pour 2025 est venu modifier le 7° de l'article L.131-8, ne prévoyant plus qu'une affectation d'une part de l'accise sur les tabacs à la CNAM (99,50 %), les 0,50 % restant étant reversés au budget de l'État, afin de mettre en place un nouveau circuit d'affectation de recettes fiscales.

Ainsi, la direction du Budget assure désormais la responsabilité du versement de la subvention de l'État au RAVGDT. Cependant, ce nouveau circuit ne pouvant pas être mis en place dès la publication de la loi, l'ancien circuit a été maintenu jusqu'au versement de mai. Par conséquent, l'ACOSS, continuant de percevoir l'affectation de fiscalité, a réalisé cinq versements au profit du régime, entre janvier 2025 et mai 2025, pour un montant total de 23 384 743 €.

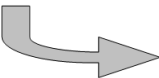

Ainsi, la subvention de l'État a été versée à hauteur du montant de recettes prévu, nette de ce qui avait déjà été versé par l'ACOSS. Conformément aux dispositions de la loi de finances pour 2025, la subvention à destination du RAVGDT s'élevait à 71 394 558 €. Par conséquent, un versement de 48 009 815 € a été effectué en décembre 2025 au regard de leur besoin de financement.

Dépenses pluriannuelles

SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2025 | CP 2025 |
|---|--|
| AE ouvertes en 2025 * (E1) 1 114 121 363 | CP ouverts en 2025 * (P1) 1 114 121 363 |
| AE engagées en 2025 (E2) 1 091 354 689 | CP consommés en 2025 (P2) 1 091 354 689 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2025 (E3) 0 | <i>dont CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025</i> (P3 = P2 – P4) 0 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2025 (E4 = E1 – E2 – E3) 22 766 674 | <i>dont CP consommés en 2025 sur engagements 2025</i> (P4) 1 091 354 689 |

RESTES A PAYER

| | | | | | |
|--|--|---|--|---|---|
| Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 brut (R1) 0 | | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2024 (R2) 0 | | | | | |
|  | Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 net (R3 = R1 + R2) 0 | – | CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025 (P3 = P2 – P4) 0 | = | Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R4 = R3 – P3) 0 |
| | AE engagées en 2025 (E2) 1 091 354 689 | – | CP consommés en 2025 sur engagements 2025 (P4) 1 091 354 689 | = | Engagements 2025 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R5 = E2 – P4) 0 |
| | | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R6 = R4 + R5) 0 |
| | | | | |  |
| | | | | | Estimation des CP 2026 sur engagements non couverts au 31/12/2025 (P5) 0 |
| | | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2026 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2025 (P6 = R6 – P5) 0 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2025 + reports 2024 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Justification par action

ACTION

01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 – Versements au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines | | 859 348 549 881 704 013 | 859 348 549 881 704 013 | | 859 348 549 881 704 013 | 859 348 549 881 704 013 |

La Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) assure la gestion du régime spécial de Sécurité sociale dans les mines. Ce régime couvre la protection sociale des affiliés mineurs et de leur famille pour la maladie, les accidents du travail et maladies professionnelles ainsi que la vieillesse et l'invalidité. La gestion opérationnelle du régime des mines est confiée à la Caisse des dépôts et consignations, qui est chargée de la gestion des risques vieillesse et invalidité ainsi que du recouvrement des cotisations pour l'ensemble des risques.

En application de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, le régime général de sécurité sociale, assure depuis le 1^{er} janvier 2025, l'équilibrage de certains régimes financés par le P195. L'État verse ainsi une subvention au régime général au titre du financement de ces régimes, dont la CANSSM. La convention tripartite entre l'État-ACOSS-CNAV ainsi que le projet annuel de performance de la mission *Régime sociaux et de retraite* prévoient que la subvention de l'État au régime général est calculée afin de garantir la neutralité du transfert de l'équilibrage des régimes mentionnées au 3^o de l'article L. 134-3. Ainsi, les besoins de financement de ces régimes est retraité des gains de la compensation démographique et de la compensation CNAV-AGIRC-ARRCO au titre de la fermeture de ces régimes.

L'exécution relative au régime des mines correspond à la prévision d'exécution en décembre 2025. Toutefois, le besoin de financement de la CNAV au titre de l'équilibrage du régime de la RATP a été stabilisé en mars 2026.

Le compte de résultat simplifié provisoire du régime des mines est présenté ci-dessous.

| CANSSM : compte de résultat simplifié provisoire (en M€) | | | |
|--|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| Charges | | Produits | |
| Type de charge | Exécution (provisoire) | Type de charge | Exécution (provisoire) |
| Masse des pensions | 1 056 | Masse des cotisations | 5 |
| Gestion administrative | 20 | Subvention de l'État | 1 069 |
| Charges financières et divers | 21 | Produits financiers et divers | 24 |
| Total | 1 097 | Total | 1 097 |

Compte tenu du montant de compensation vieillesse généralisée, la subvention versée à la CNAV présente un trop versé d'1 M€.

| | en M€ | exécution provisoire 2025 |
|---|-------|---------------------------|
| besoin financement régime (a) | | 1 069 |
| CGV (b) | | -189 |
| subvention État CNAV (a + b) | | 880 |
| crédits budgétaires versés | | -882 |
| dette État - régime général | | -1 |
| <i>signe - : l'État dispose d'une créance sur le régime général</i> | | |

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 859 348 549 | 881 704 013 | 859 348 549 | 881 704 013 |
| Transferts aux autres collectivités | 859 348 549 | 881 704 013 | 859 348 549 | 881 704 013 |
| Total | 859 348 549 | 881 704 013 | 859 348 549 | 881 704 013 |

Justification des écarts

Le montant de la subvention d'équilibre inscrit en loi de finances initiale au titre du régime spécial des mines était de 859,35 M€ pour 2025. Il faut préciser que la clôture des comptes 2025 de la CANSSM est opérée en avril 2026. Le résultat probable 2025 (881,7 M€) dépasse de 22,36 M€ les montants affichés en LFI pour 2025. Cet écart s'explique principalement par un besoin de financement correspondant à une réalisation seulement partielle de la prévision budgétaire intervenue entre le PLF pour 2025 et la LFI (29 M€ sur la CANSSM).

ACTION

02 – Régime de retraite de la SEITA

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 02 – Régime de retraite de la SEITA | | 128 038 385 | 128 038 385 | | 128 038 385 | 128 038 385 |
| | | 132 800 000 | 132 800 000 | | 132 800 000 | 132 800 000 |

Le régime spécial de retraite de la Seita est un régime fermé depuis le 1^{er} juillet 1980. La gestion opérationnelle du régime de retraite de la Seita est confiée à l'agence de retraite et prévoyance (APC).

En application du 3^o de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, le régime général de sécurité sociale, assure depuis le 1^{er} janvier 2025, l'équilibrage de certains régimes financés par le P195. L'État verse ainsi une subvention au régime général au titre du financement de ces régimes, dont la SEITA. La convention tripartite entre l'État-ACOSS-CNAV ainsi que le projet annuel de performance de la mission *Régime sociaux et de retraite* prévoient que la subvention de l'État au régime général est calculée afin de garantir la neutralité du transfert de l'équilibrage des régimes mentionnées au 3^o de l'article L. 134-3. Ainsi, les besoins de financement de ces régimes est retraité des éventuels gains de la compensation démographique et de la compensation CNAV-AGIRC-ARRCO au titre de la fermeture de ces régimes.

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 128 038 385 | 132 800 000 | 128 038 385 | 132 800 000 |
| Transferts aux autres collectivités | 128 038 385 | 132 800 000 | 128 038 385 | 132 800 000 |
| Total | 128 038 385 | 132 800 000 | 128 038 385 | 132 800 000 |

ACTION**04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------|----------------------------------|---------------------|--------------------|----------------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 04 – Caisse des retraites des régies ferroviaires d'outre-mer | | 627 725 654 633 | 627 725 654 633 | | 627 725 654 633 | 627 725 654 633 |

En application du 3° de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, le régime général de sécurité sociale, assure depuis le 1^{er} janvier 2025, l'équilibrage de certains régimes financés par le P195. L'État verse ainsi une subvention au régime général au titre du financement de ces régimes, dont la CRRFOM. La convention tripartite entre l'État-ACOSS-CNAV ainsi que le projet annuel de performance de la mission *Régime sociaux et de retraite* prévoient que la subvention de l'État au régime général est calculée afin de garantir la neutralité du transfert de l'équilibrage des régimes mentionnées au 3° de l'article L. 134-3. Ainsi, les besoins de financement de ces régimes est retraité des éventuels gains de la compensation démographique et de la compensation CNAV-AGIRC-ARRCO au titre de la fermeture de ces régimes.

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|----------------|----------------------------------|----------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 627 725 | 654 633 | 627 725 | 654 633 |
| Transferts aux autres collectivités | 627 725 | 654 633 | 627 725 | 654 633 |
| Total | 627 725 | 654 633 | 627 725 | 654 633 |

ACTION**05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|------------------------|--------------------------------------|---------------------|------------------------|--------------------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 05 – Caisse de retraites du personnel de la Comédie Française | | 4 861 614 4 861 614 | 4 861 614 4 861 614 | | 4 861 614 4 861 614 | 4 861 614 4 861 614 |

La Caisse de retraites du personnel de la Comédie-Française (CRPCF) est un établissement d'utilité publique créé par le décret du 14 août 1931 sur le régime de la caisse de retraites du théâtre français. Il est en charge, notamment, du versement des prestations servies aux artistes aux appointements et aux employés à traitement fixe de la Comédie-Française.

Le versement de la subvention de l'État à la CRPCF est assuré sur le programme 195 depuis la loi de finances pour 2024.

ÉLEMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|-------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 |
| Transferts aux autres collectivités | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 |
| Total | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 | 4 861 614 |

ACTION**06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 06 – Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris | | 22 464 485 23 252 163 | 22 464 485 23 252 163 | | 22 464 485 23 252 163 | 22 464 485 23 252 163 |

La Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris (CROPÉRA) est un établissement privé reconnu d'utilité publique disposant de l'autonomie juridique et financière créé par le décret n° 46-2793 du 27 novembre 1946. Il est en charge, notamment, du versement des prestations servies aux membres du personnel de l'Opéra de Paris engagés pour une durée indéterminée et aux personnels artistiques du chant, des chœurs, de la danse et de l'orchestre, y compris les chefs d'orchestre, engagés temporairement, pendant la période où ceux-ci sont à disposition du théâtre.

Le versement de la subvention de l'État à la CROPÉRA est assuré sur le programme 195 depuis la loi de finances pour 2024.

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 22 464 485 | 23 252 163 | 22 464 485 | 23 252 163 |
| Transferts aux autres collectivités | 22 464 485 | 23 252 163 | 22 464 485 | 23 252 163 |
| Total | 22 464 485 | 23 252 163 | 22 464 485 | 23 252 163 |

ACTION

07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|------------------|--------------------------------|---------------------|------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 07 – Versements liés à la liquidation de l'ORTF | | 59 941 72 451 | 59 941 72 451 | | 59 941 72 451 | 59 941 72 451 |

En application du 3° de l'article L. 134-3 du code de la sécurité sociale, le régime général de sécurité sociale, assure depuis le 1^{er} janvier 2025, l'équilibrage de certains régimes financés par le P195. L'État verse ainsi une subvention au régime général au titre du financement de ces régimes, dont l'ORTF. La convention tripartite entre l'État-ACOSS-CNAV ainsi que le projet annuel de performance de la mission *Régime sociaux et de retraite* prévoient que la subvention de l'État au régime général est calculée afin de garantir la neutralité du transfert de l'équilibrage des régimes mentionnées au 3° de l'article L. 134-3. Ainsi, les besoins de financement de ces régimes est retraité des éventuels gains de la compensation démographique et de la compensation CNAV-AGIRC-ARRCO au titre de la fermeture de ces régimes.

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 59 941 | 72 451 | 59 941 | 72 451 |
| Transferts aux autres collectivités | 59 941 | 72 451 | 59 941 | 72 451 |
| Total | 59 941 | 72 451 | 59 941 | 72 451 |

ACTION**08 – Régime d’allocations viagères des gérants de débit de tabac**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 08 – Régime d’allocations viagères des gérants de débit de tabac | | 71 394 558 48 009 815 | 71 394 558 48 009 815 | | 71 394 558 48 009 815 | 71 394 558 48 009 815 |

Jusqu'en 2024, le 7° de l'article L.131-8 du code de la sécurité sociale disposait que 0,5 % de l'accise sur les tabacs était affectée au RAVGDT, par un versement de l'ACOSS. Le XXIII de l'article 125 de la loi de finances pour 2025 est venu modifier le 7° de l'article L.131-8, ne prévoyant plus qu'une affectation d'une part de l'accise sur les tabacs à la CNAM (99,50 %), les 0,50 % restant étant reversés au budget de l'État, afin de mettre en place un nouveau circuit d'affectation de recettes fiscales.

ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 71 394 558 | 48 009 815 | 71 394 558 | 48 009 815 |
| Transferts aux autres collectivités | 71 394 558 | 48 009 815 | 71 394 558 | 48 009 815 |
| Total | 71 394 558 | 48 009 815 | 71 394 558 | 48 009 815 |

Justification des écarts

Le nouveau circuit ne pouvant pas être mis en place dès la publication de la loi, l'ancien circuit a été maintenu jusqu'au versement de mai. Par conséquent, l'ACOSS, continuant de percevoir l'affectation de fiscalité, a réalisé cinq versements au profit du régime, entre janvier 2025 et mai 2025, pour un montant total de 23 384 743 €.

Ainsi, la subvention de l'État a été versée à hauteur du montant de recettes prévu, nette de ce qui avait déjà été versé par l'ACOSS. Conformément aux dispositions de la loi de finances pour 2025, la subvention à destination du RAVGDT s'élevait à 71 394 558 €. Par conséquent, un versement de 48 009 815 € a été effectué en décembre 2025 au regard de leur besoin de financement.